



POLOGNE

HONGRIE

RDA

TCHÉCOSLOVAQUIE

BULGARIE

ROUMANIE



LA FIN DU SYSTÈME

Conception :
ZBIGNIEW GLUZA

Rédacteur en chef :
PIOTR GŁOGOWSKI

Collaboration à la rédaction :
AGNIESZKA DĘBSKA

Traduction :
NEIL FORNALIK

Collaboration scientifique :
BARTOSZ KALISKI

Coordinateur de l'édition française :
ŁUKASZ BERTRAM

Recherches littéraires :
MAŁGORZATA KUDOSZ, MATEUSZ SIDOR

Recherches iconographiques :
EWA SULARZ

Collaboration aux recherches iconographiques :
JOANNA ŁUBA

Maquette :
DANUTA BŁAHUT-BIEGAŃSKA

Graphistes :
PIOTR JANECZEK, PIOTR SUWIŃSKI

Mise en page :
TANDEM STUDIO

Publication sous licence Creative Commons – droits d'auteur protégés, l'exploitation et/ou la modification de tout ou d'une partie de cette publication à des fins commerciales est interdite (CC-BY-NC-ND) – pour plus d'informations sur la licence : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/pl/>

Illustration en couverture : Varsovie, 17 novembre 1989. Démontage de la statue de Feliks Dzierżyński, fondateur de la police soviétique – la Tchéka (qui deviendra plus tard le NKVD). *Photo Jarosław Stachowicz / FORUM*

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs. Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position officielle du Ministère des Affaires Étrangères.

FONDATION KARTA
29 Narbutta, 02-536 Varsovie
tél : +48 (22) 848-07-12, mail : ok@karta.org.pl
www.karta.org.pl

Impression : READ ME Łódź

Varsovie 2014
Première édition
978-83-64476-10-5

LA FIN DU SYSTÈME



Projet cofinancé par le
Ministère des Affaires
Étrangères de la
République de Pologne

LE DÉTONATEUR

POLONAIS

Zbigniew Gluz a

L'Europe à l'est du « rideau de fer » devint en 1989 le théâtre d'une expérience exceptionnelle. Comme rarement ils en eurent l'occasion au cours de leurs histoires, plusieurs peuples saisirent l'espace d'une période de temps limitée, la chance de prendre leur destin en main.

1989 connut une succession d'événements extrêmement intensifs, comme si les aspirations à la liberté de l'Europe de l'Est avaient cherché à se réaliser exactement dans le cours de cette année. En janvier les signes avant-coureurs d'un bouleversement du système étaient encore plus que ténus. En décembre le statut d'état indépendant devenait une réalité pour la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Au cours de cette même période la perspective d'un changement de régime en RDA, en Bulgarie, en Roumanie ainsi que dans les républiques baltes de l'URSS était déjà parvenue à s'enraciner profondément.

Chacun des deux semestres de cette année fut animé de dynamiques extrêmement différentes. Le premier marqua le début de la chute d'un système communiste qui restait néanmoins toujours en possession de ses principaux attributs : un pouvoir brutal et arrogant (comme en RDA, en Tchécoslovaquie ou en Géorgie soviétique), une économie effondrée, et une société apathique, enfoncée dans un sentiment d'impuissance. Malgré l'évidence de la nécessité de changements, les communistes restaient dans la capacité d'étouffer dans l'œuf les moindres velléités de rébellion. Le second semestre quant à lui fut celui d'une éruption de postulats libertaires issus de toutes les couches sociales. C'est entre les deux que la rupture s'est produite.

Le tableau qui se dessine est celui de sociétés engagées dans une véritable course de relais : une course dans laquelle le passage de témoin s'effectua en dépit de l'absence de toute concertation sur les dates et les modes opératoires de chacun des participants. Sitôt une lutte achevée dans un pays, celle-ci renaissait, pour ainsi dire dans la foulée, dans un autre. Les moments de paroxysmes nationaux constituèrent autant d'étapes de la course : le printemps revint aux Polonais, l'été aux Hongrois et à la « chaîne baltique », l'automne aux Allemands, aux Tchèques et aux Bulgares. En Roumanie la rupture commença à se faire sentir au cours des premiers jours d'hivers.

Le 4 avril 1989, ce jour pour l'Europe si particulier de la victoire polonaise sur le régime communiste, fut aussi celui du massacre d'étudiants chinois révoltés sur la place Tiananmen. Là-bas, face au danger, les communistes n'ont pas hésité à recourir aux armes et règnent jusqu'à aujourd'hui. Ici, le letour du communisme dans les pays démocrates, de surcroît devenus entre-temps membres de l'Union Européenne, paraît improbable 25 ans plus tard.

Si tous les citoyens d'Europe pouvaient avoir la chance de vivre dans un espace politique stable et démocratique, un tel retour sur ce dernier quart de siècle ne serait pas aussi fondamental. L'année 2014 en Ukraine nous rappelle que les transformations au-delà de 1989 n'ont pas affectées l'Europe dans son entier. Elle n'a fait que déplacer ses frontières plus à l'est.

L A D E C E N N I E P R E C E D E N T E

Bartosz Kaliski

A la fin des années soixante-dix rien n'annonçait que le bloc soviétique n'en n'aurait plus que pour dix ans à vivre. Encore en décembre 1979, le Kremlin, convaincu de sa suprématie, envoyait ses armées en Afghanistan.

À partir de 1976 en Pologne, l'opposition démocratique s'active de plus en plus, soit dans la clandestinité, où elle travaille à la formulation des principales revendications de la société (Entente Polonaise pour l'Indépendance), soit de façon officielle en participant à l'organisation de différents milieux et mouvements sociaux (Comité de défense des ouvriers « KOR », Mouvement pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen « ROPCIO »). Les principaux postulats de la lutte pour la démocratie et l'indépendance sont formulés à la fin des années 70.

La visite du pape Jean-Paul II en juin 1979 est saluée par une foule de millions de personnes qui découvrent leur capacité d'auto-organisation hors du pouvoir communiste. Les mots célèbres du pape à Varsovie « Que le Saint Esprit advienne, et qu'il transfigure la terre, cette terre ! » sont reçus non comme un appel, mais comme une prophétie.

Au même moment, l'espoir des intellectuels tchécoslovaques dans la résolution finale de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe s'effondrait. Les signataires les plus éminents du manifeste de l'opposition connu sous le nom de Charte 77 et les activistes du Comité de Défense des Personnes Injustement Poursuivies (VONS) sont condamnés à des peines d'emprisonnement (parmi eux le dramaturge Václav Havel) ou contraints à une émigration forcée.

En Roumanie le régime nationaliste-communiste entre dans une phase de politique répressive croissante. Les organes de police ont atteint des proportions monstrueuses et le culte du chef de l'état et du parti – Nicolae Ceaușescu – est en plein essor. Les rebelles y sont détenus dans des établissements psychiatriques ou bien expatriés. En 1979 les fondateurs du Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie (SLOMR) sont arrêtés et condamnés à des peines de plusieurs années de prison.

En Hongrie le mécontentement d'une partie de l'intelligentsia à l'encontre de la politique du gouvernement a pris une forme d'expression organisée : démonstration d'actes de solidarité avec la Charte 77, prise de contact avec le « KOR », création d'une structure d'édition indépendante. Le Fond d'Aide aux Nécessiteux (SZETA) crée en 1979 se présentait également et ouvertement comme un organe d'opposition.

En Bulgarie l'expression d'opposition la plus appuyée de cette époque fut celle de la Charte 77 bulgare. Ce manifeste ainsi que d'autres actes de protestation provoquèrent une riposte impitoyable des services de sécurité qui poussèrent jusqu'à l'orchestration d'assassinats politiques.

La particularité des milieux de l'opposition en République Démocratique Allemande résidait dans son lien étroit avec les églises protestantes offrant refuge et assistance à la jeunesse contestataire. On peut en particulier relever le soutien populaire dont bénéficièrent certaines initiatives pro-écologiques ainsi qu'un certain mouvement pacifiste promouvant l'idée d'un service civil comme alternative au service militaire.

L'été 1980 les communistes polonais impuissants devant la montée des grèves, acceptèrent de négocier avec les leaders des représentations ouvrières. Ces négociations conduisirent à la reconnaissance du principal postulat devant permettre la création d'un syndicat libre et indépendant. A partir de septembre 1980 le syndicat « Solidarność » réunissant des millions de personnes devint le mouvement social exemplaire des aspirations démocratiques de la société. Au cours des quelques mois de son activité légale (1980–81) la Pologne allait faire l'expérience d'un goût de liberté à une échelle inconnue jusqu'alors dans tout le bloc soviétique.

Dès le début la révolte polonaise fut accompagnée de menaces de la part du pouvoir soviétique. En décembre 1980 une action diplomatique appuyée par les États-Unis conduisit à annuler l'ordre d'une intervention militaire. Les soviétiques réitérèrent leurs menaces en mars 1980, à un moment où une grève générale lancée par « Solidarność » aurait été à même de paralyser totalement le pays. En revanche, début décembre, ils refusent au général Jaruzelski (dont les efforts pour se débarrasser du problème « Solidarność » sont sur le point d'aboutir) la garantie d'une intervention armée en cas d'échec d'une « opération intérieure ».

La déclaration de l'état de siège le 13 décembre 1981, l'internement de milliers d'opposants, ainsi que le gel des processus de démocratisation, constituèrent autant d'aveux de faiblesse de la part des communistes n'envisageant d'autre dialogue social que celui de la violence. Le syndicat « Solidarność » est devenu illégal, ce qui n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes d'intégrer ses structures clandestines. Le mouvement bénéficiait par ailleurs du soutien des sociétés démocratiques de l'Europe de l'Ouest et voyait en Lech Wałęsa, leader de « Solidarność » honoré du prix Nobel de la Paix en 1983, le porte-parole des aspirations polonaises. En réponse aux menaces « Solidarisation » du système, les pays du bloc soviétiques durcirent leurs politiques intérieures, et réprimèrent brutalement leurs opposants.

Le gouvernement polonais mit un terme aux arrestations politiques après l'amnistie prononcée en septembre 1986. « Solidarność » se recomposa autour de structures officielles. Les grèves du printemps et de l'été 1988 firent prendre conscience au pouvoir de ce que la stagnation sociale et économique menaçaient les bases du système. Les communistes, encouragés par les changements s'opérant en URSS (glasnost, perestroïka), commencèrent à montrer une volonté de dialogue. Ces mêmes changements étaient par contre désapprouvés par les dirigeants de la RDA, critiqués par Ceaușescu, et traités avec la plus grande réserve en Bulgarie.

L'opposition polonaise, organisée depuis décembre 1988 sous le nom de Comité des Citoyens, présidé par le leader de « Solidarność » Lech Wałęsa en collaboration avec Tadeusz Mazowiecki et Bronisław Giermek, s'engagea dans un dialogue de fond avec la branche réformatrice du Parti Ouvrier Unifié Polonais (PZPR), lui témoignant par là même un soutien prudent. Les préparatifs aux négociations de la Table Ronde furent engagés par la médiation de représentants de l'Église Catholique. Côté pouvoir, les partisans du dialogue s'avèrent être les responsables des attaques et des atteintes portées précédemment à la société polonaise – les généraux Wojciech Jaruzelski et Czesław Kiszczak (ministre de l'intérieur).

Des changements étaient également à l'œuvre dans d'autres pays. Fin 1987, Gustáv Husák démissionna de la plus haute fonction du parti tchécoslovaque. Le pays était en effervescence, initiatives indépendantes et actes de protestations se multipliaient malgré le recours constant du système à la répression. En Hongrie naissent les premières discussions sur les moyens d'une sortie de la stagnation économique : la démission du chef du parti János Kádár fut suivie d'une mise en place de réformes libérales, ouvrant le pays aux investisseurs étrangers.

L'année 1988 s'est achevée avec une partie de l'Europe encore sous la domination du communisme, mais accompagnée malgré tout du sentiment que le système commençait à s'essouffler.

P O L O G N E

**En Pologne cela a duré 10 ans, en Hongrie
10 mois, en RDA 10 semaines, peut-être qu'en
Tchécoslovaquie cela prendra 10 jours...**

Extrait d'un entretien de **Timothy Garton Ash** avec Václav Havel
au théâtre « Laterna », 23 novembre 1989, Prague.



Gdansk, 3 juin. Rassemblement du syndicat
« Solidarność » avant les élections
parlementaires. Photo Jan Juchiewicz / KARTA

Vœux de nouvelle année du général Wojciech Jaruzelski, président du Conseil de l'État :

1989 sera sans aucun doute une année riche de mutations pour la Pologne. Mes vœux en ce début d'année ? Que nous contribuions tous et que nous fassions tout pour que cette année qui s'annonce ouvre des horizons nouveaux à la Pologne. Que les transformations intérieures œuvrent à la paix du pays et renforcent sa cohésion sociale, afin de créer les bases d'une entente nationale solide. Qu'elles participent de manière réelle et durable au processus de relâchement des tensions en Europe, à la transformation et à la renaissance du socialisme. [20]

4 JANVIER

– Manifestation étudiante illégale à Katowice à l'occasion du 7ème anniversaire de la délégalisation du Mouvement Indépendant Étudiant. Les participants scandent : « Monsieur le Ministre Kiszczak, nous voulons pouvoir fonctionner légalement ». L'intervention de la milice se solde par quelques arrestations. Le Mouvement Indépendant Étudiant est une structure parallèle au syndicat « Solidarność » autour de laquelle s'organisent les milieux universitaires. Liquidée pendant l'état de siège, les protestations étudiantes, exigeant sa légalisation, durent deux semaines dans plusieurs villes.



Varsovie, janvier. Commerce de rue.

Photo Bernard Bisson / SYGMA/CORBIS/FotoChannels

6 JANVIER

– **URSS.** A l'occasion de sa rencontre avec une délégation des partisans afghans, le vice-ministre des affaires étrangères Jurij Woroncow confirme son engagement à un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan d'ici le 15 février 1989.

10 JANVIER

– **URSS.** Rassemblement de l'opposition à Vilnius organisé par l'organisation clandestine de la Ligue Lituanienne des Libertés et le Parti Démocrate anticommuniste. Une foule de cinquante mille personnes revendique l'indépendance de la Lituanie. Le pouvoir ne procède à aucune intervention.

6 JANVIER

– À Varsovie rencontre entre : Stanisław Ciosek, membre du Bureau Politique du Comité Central du parti communiste, Tadeusz Mazowiecki, conseiller du syndicat « Solidarność », et le Père Alojzy Orszulik. Leur discussion porte sur les possibilités de changements dans le régime et de légaliser à nouveau « Solidarność ».

Les rencontres se succèdent avec les mêmes participants tout au long du mois de janvier. Le Père Orszulik rapporte : « Mazowiecki et moi-même sommes d'avis que le plénum du Comité Central [KC PZPR] doit formuler sa proposition de décret concernant "Solidarność" de manière acceptable, non seulement par l'appareil du parti, mais aussi par la société civile, sans quoi il ne serait être question d'ouverture. [...] Les conditions de la légalisation restent à discuter ».



Portrait du général Wojciech Jaruzelski sur un timbre clandestin. Coll. KARTA

Extrait des vœux de bonne année d'un représentant de l'intelligentsia parus dans le journal clandestin

« L'Opinion de Białystok » :

Que pouvons-nous donc souhaiter, nous les représentants de l'intelligentsia, au seuil de l'année 1989 ? Une Pologne libre et indépendante de la dictature de Moscou et du Parti Ouvrier Unifié Polonais (PZPR). [...] Des médicaments dans notre lutte avec la « pneumonie idéologique ». Des télévisions en couleur et pas seulement à l'usage de la propagande rouge. Un salaire pour l'intelligentsia équivalant au moins à 500 assiettes de bigos afin de nourrir nos forces dans notre combat pour une Pologne Indépendante. C'est si peu demander.

Białystok, hivers [33]

Graffiti de la Fédération de la Jeunesse en Lutte (FMW)

11 JANVIER

– **HONGRIE.** L'Assemblée Nationale vote les décrets de loi autorisant la libre expression des opinions politiques et religieuses, la liberté de réunion et le droit d'association. Les décrets confèrent le droit à l'organisation de manifestations et à la constitution d'organisations politiques non-commu-

nistes, sans toutefois préciser les procédures nécessaires à leurs enregistrements. Les manifestations restent interdites dans les environs immédiats du Parlement.

Dość
CZERWONEGO TERRORU
NYS

Banderole « À bas la terreur rouge »
du Mouvement Indépendant Étudiant de Cracovie



« Je le désire et en même temps j'en ai peur ».
Dessin de Tomasz Rzeszutek, coll. Musée des Caricatures

8

16 JANVIER

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** A Prague la milice disperse à coups de matraques, de gaz lacrymogène et de canons à eau, une manifestation se déroulant sur la place Waclaw, où, vingt ans auparavant, Jan Palach s'était immolé en signe de protestation à l'invasion des troupes du pacte de Varsovie. Les services de sécurité arrêtent de nombreux participants, entre autres Vaclav Havel et les porte-paroles de la Charte 77.

18 JANVIER

– Malgré l'opposition d'une partie des membres réunis depuis deux jours, le plénum du Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais entérine à l'issue des débats la décision de relégaliser le syndicat « Solidarność ». Il remplit par la même occasion la condition fixée par l'opposition pour joindre à la table des négociations. Dans le protocole du Comité Central consacré aux questions de pluralisme politique et syndical il est écrit : « Les accords de la Table Ronde doivent définir la forme juridique des organisations d'une entente nationale élargie. Ils doivent également définir les conditions, les moyens et le calendrier de la mise en place d'un pluralisme syndical ainsi qu'ouvrir la voie à la création de nouveaux syndicats, dont celui de "Solidarność" ».

18 JANVIER

– **RDA.** Erich Honecker, secrétaire général du Parti Socialiste Allemand Unifié (SED), à propos du mur de Berlin : « Il existera cinquante ou même cent ans encore, tant que n'aurons pas disparues les causes qui justifient son existence. »

27 JANVIER

– A Magdalena dans les environs de Varsovie, rencontre préliminaire aux négociations de la Table Ronde entre les représentants du gouvernement et de ceux du syndicat « Solidarność ». Un calendrier des débats est fixé et les tâches sont réparties entre trois groupes de travail. Un communiqué publié à l'issue de cette réunion affirme : « Une fois que nous aurons convenu de la forme du contrat social nous adresserons au Conseil de l'État une requête d'amendement du décret relatif aux syndicats ; les négociations de la Table Ronde définiront également la date d'un nouvel enregistrement du syndicat de "Solidarność". La voie des négociations est ouverte ».



Varsovie, 28 janvier. Conférence de presse du syndicat « Solidarność » à l'issue de la rencontre de Magdalena. De gauche à droite : Tadeusz Mazowiecki, Lech Walesa, Bronislaw Geremek. Photo Erazm Ciolek / FORUM

Extrait des notes du Père Alojzy Orszulik :

Mazowiecki : Nous n'avons pas seulement affaire à une crise économique et politique mais également à une grande méfiance de la part de la société. Nous devons nous en souvenir. Ce ne sont pas des documents qui parviendront à venir au bout de cette méfiance mais des faits. L'un d'eux sera la tenue de la Table Ronde et le déroulement de ses débats jusqu'à des termes satisfaisants. L'accomplissement principal restera cependant celui de la légalisation de « Solidarność ». Autre aspect de cette expérience historique – sur lequel je fais mon pari : la société doit comprendre que nos discussions ne sont pas factices, qu'elles représentent une ouverture vers une transformation fondamentale du système.

Magdalena aux environs de Varsovie, 27 janvier [34]

Bronislaw Geremek, conseiller du syndicat « Solidarność » :

Nous avons sous nos yeux la perspective d'un drame national. Nous savions que l'économie était en train de se décomposer à toute vitesse et que si nous ne parvenions pas à un accord, un pacte rapide, nous risquions de nous réveiller sur les ruines d'une Pologne dévastée. Nous aurions pu, bien sûr, traiter la Pologne comme une métairie, attendre que le propriétaire fasse la preuve de son incompétence, mène l'exploitation à la ruine, attendre ce moment-là pour prendre le pouvoir. Ce n'est cependant pas de métairie dont il est question mais de notre pays

Varsovie [14]

29 JANVIER

– **HONGRIE.** Les communistes reconnaissent que l'année 1956 fut celle d'un soulèvement national – et non, comme ils l'affirmaient jusqu'alors, d'une tentative de contre-révolution. Cette déclaration du parti est significative des changements en cours en Hongrie.

János Kis, opposant hongrois :

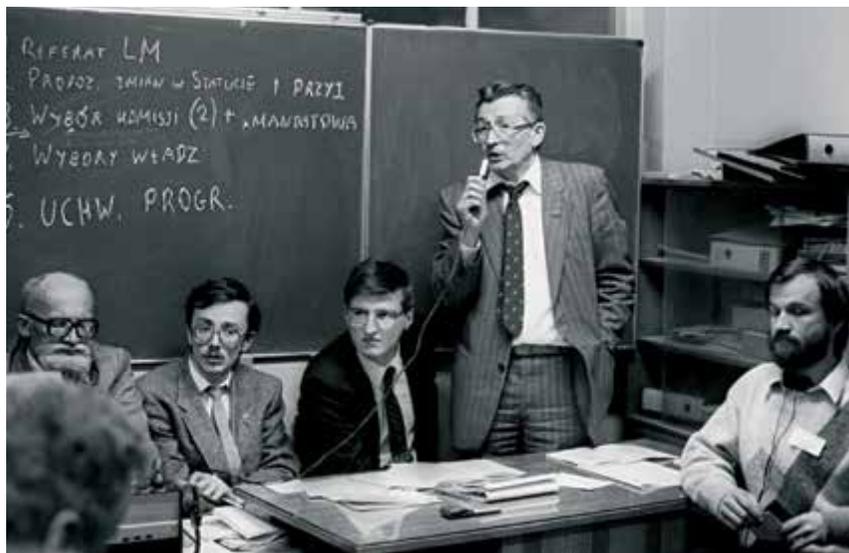
Les revendications de 1956 restent actuelles. Certaines, comme celle d'une politique étrangère neutre, visent une perspective du long terme. D'autres, comme la revendication d'un système constitutionnellement pluraliste, font désormais partie d'une lutte politique inscrite dans un présent immédiat. D'un point de vue psychologique, le retournement est déterminant. [31]



« Timbre » clandestin. Coll. KARTA

5 FÉVRIER

– À Varsovie, troisième Congrès de la Confédération pour une Pologne Indépendante. L'intervention de la milice perturbe le déroulement des débats. Le Congrès fait une déclaration critiquant l'idée d'un dialogue avec l'équipe au pouvoir. Le Parti pour une Pologne Indépendante (PPI) s'y oppose également, accusant les communistes de mener complètement le pays à la ruine et d'avoir recours à des méthodes répressives. « Nous affirmons – déclare le PPI – qu'en acceptant de venir se joindre à la table des responsables qui sont à l'origine de la déclaration d'une loi martiale criminelle, une partie des représentants des organisations politiques indépendantes témoigne, malgré elle, de son soutien au gouvernement communiste ».



Varsovie, 5 février. Troisième Congrès de la Confédération pour une Pologne Indépendante (KPN). Photo Jerzy Koźnik / FORUM

6 FÉVRIER

– **RDA.** La police des frontières est-allemande abat Chris Gueffroy, 20 ans, et blesse grièvement son compagnon lors d'une tentative de fuite à travers le mur de Berlin. Les tirs ont été effectués à bout portant, alors que les fuyards s'étaient pourtant immobilisés, conformément aux injonctions des forces de l'ordre. Les quatre policiers qui prirent part à cette action furent décorés pour services rendus et récompensés d'une prime de 150 marks.

11 FÉVRIER

– **HONGRIE.** Le décret rétablissant le multipartisme provoque la réactivation d'environ 50 organisations politiques. Les communistes au pouvoir marquent un nouveau pas sur la voie d'une décentralisation du système.

6 FÉVRIER

– Les négociations de la Table Ronde débutent en session plénière au palais de Namiestnikowski à Varsovie. Elles réunissent au total 57 participants, représentants de l'opposition et du gouvernement. Jerzy Turowicz, l'un des représentants de l'opposition, déclare : « Je sais que nous ne nous débarrasserons pas du «socialisme réel» du jour au lendemain, qu'il sera nécessaire de parvenir à des compromis raisonnables », mais « il n'y aura pas d'accord entre le gouvernement et la société sans de réels et profonds changements dans notre système politique et la pratique du pouvoir ». Après les discours préliminaires, le vote d'un décret instaure la constitution de trois groupes de travail désignés sous le nom de « petites tables ». Les négociations doivent porter sur la formulation de principes acceptables par les deux camps d'une mise en place d'une pluralisation de la société et sur le redressement de la situation économique en Pologne.

Discours d'ouverture de Lech Wałęsa aux négociations de la Table Ronde :

Nos efforts ont été et sont toujours gaspillés, le travail est mal rémunéré, rien ne se passe normalement. Cela est le résultat d'un mauvais système, d'un manque de liberté. Nous continuons de vivre dans l'ombre de Staline. Cela ne peut pas durer. Il faut que cela change, que la vie redevienne possible en Pologne, que les polonais puissent se sentir les maîtres d'œuvre de leur propre pays.

[...] Cette table ronde porte un espoir national mais elle fait aussi l'objet d'une défiance. Il y aura des gens qui n'accepteront pas les résultats de notre travail. C'est un fait incontestable que nous devons regarder en face. Nous attendons de tous une compréhension loyale de l'importance des enjeux en cause, et une conduite responsable à la hauteur des circonstances qui nous incombent.

Varsovie, 6 février [57]



Varsovie, 6 février. Début des négociations de la Table Ronde. À gauche – le camp gouvernemental, à droite celui de l'opposition. Photo Erazm Ciolek / FORUM

13 FÉVRIER

– **URSS.** Manifestation indépendante du Mouvement Démocratique Moldave à Kichinev. Environ dix mille personnes y revendiquent le rétablissement de l'alphabet latin et la reconnaissance de la langue moldave comme langue officielle de la république. L'intervention de la milice soviétique met un terme à la manifestation, quelques dizaines de personnes sont arrêtées.

16 FÉVRIER

– **URSS.** Au cours d'une manifestation rassemblant plus de trois cent mille personnes à l'occasion du soixante et onzième anniversaire de la proclamation d'indépendance de la Lituanie, les leaders du mouvement réformateur Sajudis, dominé par les communistes, s'engagent sous la pression sociale à entamer une lutte pour l'indépendance du pays. Les manifestations nationalistes lituanaises sont tolérées par le pouvoir communiste.





Varsovie, 6 février. Session d'ouverture des négociations de la Table Ronde. Photo Anna Pietuszko / KARTA



Wrocław, 22 mars. Les participants d'un défilé à l'occasion des fêtes de Pâques offrent des fleurs aux fonctionnaires de la milice. *Photo Mieczysław Michalak / KARTA*

19 FÉVRIER

– **URSS.** Première manifestation autorisée par le gouvernement organisée par le Front National Biélorusse à Minsk. Les manifestants – environ quarante mille personnes – munis de drapeaux aux couleurs nationales revendiquent la suppression du rôle dirigeant du parti, la constitution d'une armée biélorusse et la reconnaissance du biélorusse comme langue officielle du pays.

5 MARS

– **URSS.** Une manifestation légale organisée sur l'initiative de l'association indépendante « Mémorial » réunit quelques milliers de personnes dans le parc Gorki à Moscou. Les orateurs dénoncent les crimes de Staline et exigent qu'ils soient officiellement condamnés. Le lendemain à Kiev quelques milliers d'ukrainiens revendiquent l'instauration d'un deuil national en mémoire des victimes du stalinisme.



25 FÉVRIER

– Malgré les mesures de prévention prises par les services de sécurité intérieure (plus de 100 personnes arrêtées dans des gares ferroviaires et des gares d'autobus) le Congrès de l'Opposition au Régime parvient à inaugurer sa première session de travail. Environ 50 personnes y prennent part, issues de différentes organisations, parmi lesquelles on trouve : la Confédération pour une Pologne Indépendante, le Mouvement « Liberté et Paix », « Solidarité en lutte », la fraction « Révolution Démocratique » du Parti Socialiste Polonais et le Parti Polonais Indépendant. Dans une déclaration finale les participants du Congrès critiquent le pouvoir communiste ainsi que Lech Wałęsa et d'autres personnalités engagées dans les négociations avec le gouvernement. Leur position est univoque : « Tout compromis avec les communistes, indépendamment des intentions de ceux qui les signent, ne servent qu'à maintenir en place un régime en faillite. »

2 MARS

– À Magdalenka dans les environs de Varsovie rencontre du général Kiszczak et de Lech Wałęsa pour essayer de sortir de l'impasse dans laquelle sont bloqués les négociations de la Table Ronde. Ces rencontres se reproduiront jusqu'à la fin des négociations à chaque fois que les deux camps seront en difficulté pour trouver un compromis.

15 MARS

– **HONGRIE.** Manifestation commémorative de quelques milliers de personnes à l'occasion de la date anniversaire du Printemps des Peuples. Les émissaires de « Solidarité en lutte » distribuent cinq mille tracts rédigés en polonais et en hongrois, évoquant le soulèvement de 1848, les liens unissant les deux nations, et la situation politique actuelle des deux pays.

26 MARS

– **URSS.** Premières élections partiellement libres au Congrès des Députés du Peuple – instance désignant le Soviet Suprême. 1/3 des sièges du Parlement est réservé aux membres du Parti Communiste de l'Union Soviétique, les candidats issus de la société civile, représentants de différentes institutions, d'établissements de travail et d'organisations légales, sont appelés à rivaliser entre eux pour les 2/3 restants.

Bronisław Geremek :

Est-ce nous qui avons accepté 65 pour cent de voix pour les communistes ? Est-ce que c'est nous qui le leur avons donné ? Non. Parce qu'ils avaient déjà leur 100 pour cent. Par contre, nous avons accepté qu'ils cèdent au peuple 35 des 100 pour cent qu'ils avaient. [...] Nous sortions d'un système où la société n'avait pas son mot à dire. Le peuple n'a jamais été consulté pour décider de qui allait siéger à la Diète. C'est le parti qui en a décidé pendant 40 ans. [14]

5 AVRIL

– Après deux mois de délibération, la fin des négociations de la Table Ronde donne lieu à la signature d'un accord récapitulatif. La déclaration sur les réformes politiques mentionne : « La répartition des mandats aux élections parlementaires sera déterminée selon un principe de distribution négocié à la Table Ronde. [...] Soixante pour cent des sièges reviendra à la coalition PZPR, ZSL et SD, et les cinq pour cent restant à PAX, PZKS i UChS. Les candidats indépendants, mandatés par des organisations citoyennes, se disputeront trente-cinq pour cent des sièges à pourvoir ».



Varsovie, 5 avril. Dernière session des négociations de la Table Ronde. Photo Krzysztof Miller / Agencja Gazeta

7 AVRIL

– **URSS.** Manifestation massive à Tbilissi. Des milliers de géorgiens se rassemblent devant le siège du parti en revendiquant le rétablissement de l'intégralité du territoire et de l'indépendance. Cet acte de protestation sera mené nuits et jours rassemblant jusqu'à deux cent mille personnes.

7 AVRIL

– La Diète de la République Populaire de Pologne vote une série de décrets modifiant la constitution. Elles instituent le Sénat et la fonction de Président de la République, définissent les modes d'élection aux deux chambres du Parlement, et affirment le droit à la libre association.

8 AVRIL

– Lors d'une réunion dans l'une des annexes de l'église rue Żytnia à Varsovie, le Comité des Citoyens décide de superviser la campagne électorale du syndicat « Solidarność ». Le lendemain le Comité interdit de faire entrer dans sa composition les représentants de la Confédération pour une Pologne Indépendante.

Information du Troisième Département du Ministère de l'Intérieur sur la réunion du Comité Citoyen :

Tadeusz Mazowiecki [...] a souligné – selon le témoignage de représentants de certains groupements qui n'ont pas pris part aux négociations de la Table Ronde – « qu'il vaut mieux ne pas remporter 5 ou 10 sièges plutôt que de les remporter d'une façon que nous pourrions regretter ». [...]

Jan Olszewski – l'apathie dont est frappée notre société n'est pas un problème de paresse, mais de défiance et de manque de foi envers tout. [...]

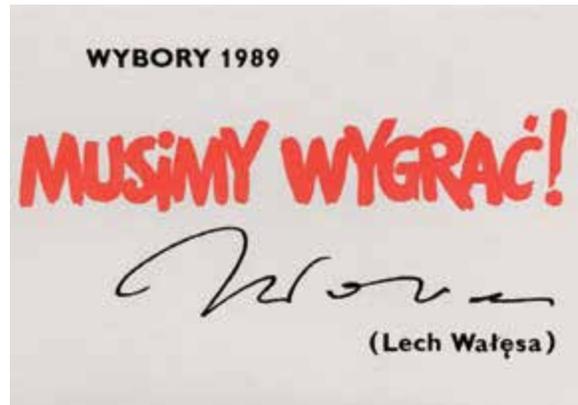
Lech Wałęsa [...] souligne la nécessité d'une campagne électorale, d'ampleur, active et efficace car « ...nous devons gagner ces élections. Il n'y a pas d'autre solution ».

Varsovie, 8 avril [25]



Varsovie, 8 avril. Session du Comité des Citoyens.

Photo Jerzy Koźnik / FORUM



Tract électoral « Nous devons gagner ! » du syndicat « Solidarność ». Coll. KARTA

8 AVRIL

– **HONGRIE.** Les représentants d'organisations de l'opposition réunis autour d'une Table Ronde de l'Opposition rejettent la proposition du gouvernement d'entamer les négociations sans y définir de conditions préalables. La condition de l'opposition à sa participation aux négociations est l'acceptation par les communistes de la tenue d'élections libres.

Imre Kónya, opposante hongroise :

La Table Ronde de l'Opposition a démontré aux yeux du monde que l'opposition, bien que regroupant des options diverses et variées, est capable de s'unir. Parallèlement elle a gagné une légitimité aux yeux de la société en incitant d'autres organisations à y prendre part. [43]

■ **Extrait du programme électoral du Comité Citoyen « Solidarność » :**

Pourquoi faut-il voter ?

Nous vous appelons tous à aller voter parce que nous sommes convaincus des avantages que la Pologne a à gagner d'une entrée des groupements indépendants à la Diète et au Sénat. C'est une chance importante à saisir aujourd'hui et à l'avenir.

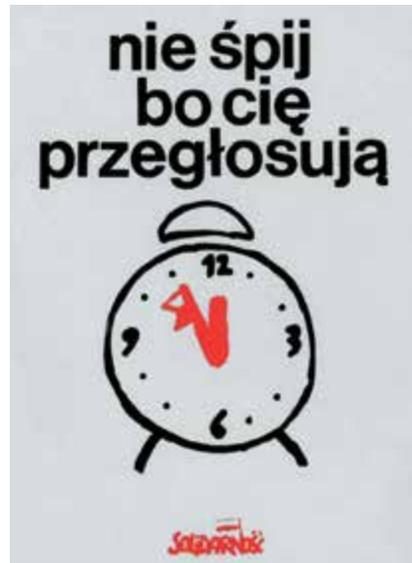
[...] Notre participation aux élections ne signifie pas que nous fermions les yeux sur la nature non démocratique du système qui continue de gouverner notre pays et il n'est pas dans notre intention de le légitimer. Nous voulons transformer ce système en y apportant des changements et des évolutions successives grâce entre autres à des moyens parlementaires. La possibilité d'une participation partielle au sein du Parlement n'est pas un acte de charité de la part du gouvernement, mais une restitution au peuple d'une partie de ce qui lui revient.

[...] Notre objectif est celui d'une restitution de la souveraineté au peuple, d'un rétablissement de l'indépendance du pays et d'une remise en état de la République.

Ces objectifs nous voulons les atteindre au moyens d'actions légales telles qu'elles sont en usage dans la vie parlementaire et dans le combat politique.

Nous aspirons à renforcer les droits de l'homme et du citoyen afin que des hommes libres puissent ensemble contribuer à la construction de leur pays.

Varsovie, avril [25]



« Dormir c'est perdre les élections ! »
Affiche électorale de « Solidarność ». Coll. KARTA

9 AVRIL

– À Gdansk à l'issue d'une messe célébrée dans l'église de Sainte Brigitte, « Solidarité en Lutte » organise une manifestation contre les accords de la Table Ronde. Les manifestants appellent à boycotter les élections qu'ils considèrent comme antidémocratiques.

Commentaire de Lech Walesa le lendemain des événements : « Ces aboiements de chiens sont sans importance. »

Des manifestations de différents groupements indépendantistes opposés aux accords passés entre le gouvernement et le camp des syndicalistes se déroulent presque jour après jour, dans de nombreuses villes polonaises, jusqu'au jour des élections.

9 AVRIL

– **URSS.** À 4h du matin l'armée et des contingents de la sécurité soviétique attaquent les manifestants à Tbilissi. Les commandos de la Spetsnaz s'acharnent sur les civils sans défense à coup de barres de métal, de pelles de sapeurs et de couteaux. Elle recourt également à l'utilisation de gaz de combat pour disperser la foule. On dénombre environ 40 victimes et des centaines de blessés.

Dans les jours qui suivent, les hôpitaux accueillent des dizaines de personnes présentant d'importants symptômes d'empoisonnement. Après avoir réprimé la manifestation, le pouvoir soviétique instaure le couvre-feu et prend les mesures d'une totale isolation du pays. Des chars et des transports blindés se mettent à sillonner les rues géorgiennes.

11 AVRIL

– « L'hebdomadaire de Mazovie » cesse sa parution. La rédaction de ce journal clandestin de l'opposition passe aux mains d'une équipe dirigée par Adam Michnik chargé d'en faire un journal légal.

13 AVRIL

– Le Conseil d'État instaure une Commission Électorale et établit la date des élections aux 4 et 18 juin.

16 AVRIL

– À Gdansk une célébration commémorative en l'honneur des victimes du massacre de Katyń se transforme en manifestation antigouvernementale. Environ dix mille personnes revendiquent le retrait des troupes soviétiques stationnant en Pologne.



Varsovie, avril. Rédaction de « L'hebdomadaire de Mazovie » dans l'appartement d'Hélène Luczywo.

Photo Anna Pietusko / KARTA



Gdansk, 16 avril. Manifestation de l'opposition à l'occasion de La date anniversaire du massacre de Katyń. Photo FMW/KARTA

17 AVRIL

– URSS. Le Parti Démocratique Lituanien organise une manifestation légale à Vilnius. Quelques milliers de participants revendiquent le retrait des forces d'occupation soviétiques.



Varsovie, 17 avril. Relégalisation du syndicat « Solidarność » au Tribunal de Voïvodie. Photo Krzysztof Wójcik / FORUM

Lech Wałęsa leader du syndicat « Solidarność » :

Après cent mois d'efforts, le tribunal de la voïvodie de Varsovie a renouvelé l'enregistrement du Syndicat Indépendant et Autogéré « Solidarność », organisation nationale dont le siège se trouve à Gdansk. L'événement se déroula sans fanfares ni trompettes et ne provoqua aucun écho particulier dans les médias. Nous, Polonais, nous aimons remporter nos victoires sous des bannières claquantes, au son des tambours dans le vacarme des explosions. Nos victoires « administratives » remportées en temps de paix ne parviennent pas à susciter un tel enthousiasme alors même qu'elles témoignent d'une plus grande culture politique. [53]

17 AVRIL

– Le tribunal de la voïvodie de Varsovie renouvelle l'enregistrement du Syndicat Indépendant et Autogéré « Solidarność » (NSZZ « Solidarność »). Trois jours plus tard le Syndicat « Solidarność » Paysan (NSZZ « Solidarność » Rolników Indywidualnych) est à son tour enregistré.

25 AVRIL

– Une manifestation organisée par la Confédération pour une Pologne Indépendante, devant l'université de Varsovie, se termine par une intervention de la milice citoyenne et se solde par quelques arrestations. Malgré son rapport critique vis-à-vis des négociations de la Table Ronde, la Confédération décide de présenter ses candidats aux élections.

Imre Kónya, opposante hongroise :

Nous avons pris la décision de ne pas participer à ces négociations, annoncées du reste en fanfare par la presse, car nos conditions n'avaient pas été respectées. Moi seule je les représenterai tous et annoncerai que, si nous ne tournons pas le dos aux discussions, nous refusons tout du moins à participer à un jeu de dupe. [43]

22 AVRIL

– **HONGRIE.** Les partis et les organisations indépendantes de la Table Ronde de l'Opposition mettent leur participation aux négociations avec le gouvernement communiste sous la condition de la désignation d'une date de tenue d'élections parlementaires libres. Les dissidents hongrois considèrent que les acquis des négociations de la Table Ronde polonaise sont trop insuffisants pour s'y référer comme modèle.

28 AVRIL

– Début de la campagne électorale. La radio polonaise publique émet le premier spot électoral du Comité des Citoyens.

Le lendemain dans les chantiers navals de Gdansk une séance de photo réunit les candidats du Comité des Citoyens – dont Lech Wałęsa – pour les besoins de la campagne électorale.

Déclaration de la Confédération pour une Pologne Indépendante :

Le caractère antidémocratique affiché de la loi électorale suscite de façon naturelle, et aisément compréhensible, un risque de boycott. Cette posture est sciemment entretenue et encouragée par un gouvernement usurpateur, soucieux de s'octroyer une légitimité maximale, au moyen de la plus grande abstention possible. Dans cette perspective, boycotter les élections revient à faire le jeu des communistes en soutenant le Parti Ouvrier Polonais et ses alliés.

Mais il est possible de retourner ces élections antidémocratiques en un plébiscite contre le gouvernement communiste et d'asseoir sur une partie au moins des sièges à pourvoir des députés et des sénateurs indépendants. Nous pouvons grâce à ces élections initier le processus d'un retour à l'indépendance et à la démocratie. [7]



Gdansk, 29 avril. Séance de photo avec Lech Wałęsa pour les besoins de la campagne électorale.
De haut en bas : Jacek Kuroń, Zofia Kuratowska, Andrzej Szczepkowski. Photo Erazm Ciolek / FORUM

28 AVRIL

– **URSS.** Nouvelles admissions de personnes présentant des symptômes d'empoisonnement aux gaz de combat. Le nombre des victimes de la manifestation du 9 avril passe à 100 personnes. Le refus des autorités militaires de dévoiler la nature des gaz utilisés tient les médecins en échec dans leurs tentatives à porter assistance de manière efficace.

8 MAI

– Conformément aux accords de la Table Ronde paraît le premier numéro du journal d'opposition de « Solidarność » « Gazeta Wyborcza » rédigé sous la direction d'Adam Michnik. Le numéro, tiré à cent cinquante mille exemplaires, présente les candidats du Comité des Citoyens aux élections parlementaires. Les portraits sont accompagnés du slogan : « Pas de liberté sans "Solidarité" ».



Premier numéro de « Gazeta Wyborcza »

Éditorial de l'équipe de rédaction du journal « Gazeta Wyborcza » :

Voici, après plus de 40 ans, pour la première fois en Pologne, et peut-être dans tout le bloc de l'est le premier journal normal et indépendant à grand tirage. Par le terme « normal » nous entendons un journal d'information grand public, une information rapide et objective – clairement distincte de ce qui relève du commentaire. Nous ne connaissons de tels journaux que par oui-dire : notre intention aujourd'hui est d'en produire un. [...] Bien que nous nous sentions liés à « Solidarność » nous avons l'intention de relater les points de vue et les opinions de toute la société, et des différents courants de l'opposition.

Varsovie, 8 mai [8]

Tomasz Jastrun, écrivain, opposant :

Mon fils est élève à l'école élémentaire. Avec ses camarades de classes et ses copains de quartiers il a activement contribué à la campagne électorale. Ce que les enfants ont préféré c'était le collage d'affiches. [...] Ils ont commencé par la rue Bernardynska dans le quartier de Sadyba, une rue tristement célèbre puisqu'y habitait le capitaine Piotrowski [l'assassin du Père Popieluszko]. [...] Des femmes s'écriaient : « C'est scandaleux, ils en viennent jusqu'à utiliser des enfants. Avez-vous seulement idée pour qui vous travaillez ? Toute cette clique de "Solidarność" ce sont des juifs ». Les graffitis sur beaucoup de nos affiches étaient dans le même ton. Ces signes témoignent non seulement d'un vent malsain qui souffle à nouveau sur notre société, mais aussi de l'impuissance de certaines personnes devant un monde qui s'écroule sur leurs têtes.

Varsovie, mai [21]

7 MAI

– RDA. Élections municipales. Des missions d'observation organisées par l'opposition dénoncent une fraude électorale massive. La police arrête environ cent personnes protestant contre ces fraudes électorales.

À partir de ce jour, de semblables manifestations d'opposition se dérouleront le 7 de chaque mois dans de nombreuses villes de la RDA.

8 MAI

– CHINE. Le mouvement de protestation des étudiants manifestant à Pékin depuis le 15 avril s'étend. Leur revendication principale est celle d'une reconnaissance par le pouvoir communiste de l'Union Autonome des Universités Chinoises – une organisation récemment créée militant pour une transformation démocratique du pays.



Varsovie, avril. Pendant la campagne électorale. Photo Wojciech Druszcz / KARTA

9 MAI

– La seconde chaîne de la télévision publique polonaise diffuse le premier spot électoral de « Solidarność ». Tournée de façon quasi amateur il met surtout en scène le personnage de Lech Wałęsa. Dans une seconde partie, des personnalités publiques expliquent pourquoi elles voteront pour « Solidarność ».

– Dans toute la Pologne on rapporte que les affiches électorales du Comité des Citoyens sont systématiquement arrachées par des auteurs non-identifiés.

Lech Walesa au cours d'une conférence de presse :

Si nous parvenons à résister à la vague de grèves, si nous parvenons à ne pas sacrifier nos exigences politiques en les ramenant à des revendications économiques, alors nous parviendrons à hisser la Pologne au niveau de l'Europe. Une Europe ouverte, tels que le sont les pays de l'ouest. Une Europe ouverte au travail, où il est possible de circuler librement d'un pays à l'autre. Une Europe unie mais aussi susceptible de préserver l'intimité de nos familles et de notre nation. [2]

14 MAI

– **CHINE.** Une manifestation au nom de la liberté citoyenne rassemble trois cent mille personnes. Une délégation étudiante est accueillie par les membres du directoire du Parti Communiste Chinois, auxquels ils présentent leurs revendications.

Zhang, étudiant chinois :

Ils ne cessent de nous embobiner et de vouloir nous dicter la manière dont nous devrions nous comporter. [...] Mais nous aussi nous avons nos « principes ». Gorbatchev permet aux gens de s'exprimer dans son pays. Pourquoi ne pourrions-nous pas discuter chez nous tout aussi librement et ouvertement ?

Pékin, mai [37]



Cracovie, 18 mai. Émeute entre des manifestants et les contingents de la milice. *Photo FMW/KARTA*





Varsovie, mai. Affiches électorales de « Solidarność ». Photo Jerzy Kośnik / FORUM



Affiche électorale du parti communiste polonais (PZPR).
Photo Chris Niedenthal / FORUM

22 MAI

– À deux semaines du vote, la campagne électorale passe dans une phase déterminante. Malgré quelques inquiétudes, les communistes sont convaincus d'obtenir un résultat favorable. Dans une conversation avec Erich Honecker, secrétaire général de la SED, Wojciech Jaruzelski affirme : « Il est difficile d'anticiper sur les résultats dans le détail. [...] Les élections au Sénat se déroulent selon un autre mode de scrutin, mais le Sénat est moins important que la Diète. Encore que, même au Sénat, nous devons gagner notre lutte d'influence. Principalement pour des raisons de propagande politique. [...] La situation dans l'armée et dans les services de sécurité intérieure est à notre avantage. Et l'opposition n'est pas sans le savoir ».

20 MAI

– **BULGARIE.** Les populations d'origine turque manifestent en masse, revendiquent la libération de leurs activistes et le respect du droit des minorités. Pendant une semaine les forces de police pacifient les manifestations. Sept personnes trouvent la mort. Début juin le gouvernement ordonne aux citoyens d'origine turque de quitter immédiatement le territoire. Un véritable exode s'amorce vers la Turquie.

26 MAI

– **URSS.** Manifestations de protestation contre le résultat des élections au Soviet Suprême, où aucun candidat du camp des réformateurs n'a obtenu de siège. Les manifestants arborant des drapeaux nationalistes russes invectivent le parti à coup de slogans anticommunistes. Place Pouchkine la milice disperse un « rassemblement illégal ». Cent mille personnes

2 JUIN

– L'hebdomadaire « Tygodnik Solidarność » reprend sa parution après 8 ans d'absence sous la direction de Tadeusz Mazowiecki. Ce premier hebdomadaire indépendant d'information générale avait paru sans discontinuer depuis sa création en avril 1981, jusqu'à la déclaration de l'état de siège. Deux semaines avant les élections, Mieczysław F. Rakowski y note : « Wojciech Jaruzelski a fait une apparition ce soir à la télévision. Il en appelait à la raison et se présentait lui-même au-dessus de la bataille électorale. [...] Sa prestation ne changera pas grand-chose. L'inquiétude dans l'establishment gouvernemental monte ».

Extrait d'un article de Tadeusz Mazowiecki :

La conscience d'œuvrer aux prémices d'une Pologne démocratique jette une nouvelle perspective sur les devoirs et les actions à entreprendre. [...] Jusqu'à aujourd'hui l'opposition au totalitarisme seule suffisait. Maintenant il s'agit de construire les infrastructures de la démocratie dans la société. Jusqu'à aujourd'hui nous affirmions la nécessité du pluralisme. Maintenant il nous faut apprendre à mettre ce pluralisme en pratique. Jusqu'à aujourd'hui toutes nos paroles s'adressaient à nos adversaires. Maintenant il faut aussi nous mesurer nous-même à laune des valeurs que nous défendons.

Varsovie, 2 juin [51]



Varsovie, 2 juin. Tadeusz Mazowiecki avec un groupe de rédacteurs prend livraison dans une imprimerie du premier numéro de « Tygodnik Solidarność » dont la publication vient d'être renouvelée. Photo Leszek Wdowiński / FORUM

participent dans le stade de Luznikov au plus grand meeting qui ait été autorisé par le gouvernement.

Le lendemain Boris Eltsine, représentant des « démocrates », qui aux élections de mars au Congrès des Députés du Peuple avait obtenu près de 90 pour cent des voix des habitants de Moscou, accède au Soviet Suprême.

3 JUIN

– **CHINE.** À Pékin la situation est de plus en plus tendue. Un foule de plusieurs milliers de personnes repousse l'armée qui tente d'occuper le centre de la capitale. Le siège du parti fait l'objet d'attaques à coup de jets de pierre.



« J'chuis député du parti communiste ».
« Timbre poste » clandestin. Coll. KARTA

Lech Wałęsa :

Il faut tout faire pour se glisser dans la fissure de la démocratie, car ce n'est que par elle que nous pourrions séparer la gangue rouge du roc de la nation. Les élections nous ont donné la chance de conclure un pacte intermédiaire, mais qui constitue surtout un poste avancé à nos prochaines victoires. [...] Nous avions des volontaires de « Solidarność » postés aux abords des bureaux de vote qui expliquaient aux personnes les moins au fait comment voter pour un candidat de la liste du Comité des Citoyens. [...]

Nous étions conscients que ce jouait là un examen qui allait peser sur les générations à venir, et que nous nous réveillerions le lendemain dans une autre Pologne. En participant aux élections et en votant pour nos candidats, nous nous sommes prononcés pour des transformations sans effusion de sang. L'histoire aurait pu se dérouler bien autrement.
Gdansk, 4 juin [53]

4 JUIN

– Soixante-deux pour cent de la population, habilitée à voter, prend part au premier tour des élections. La victoire de l'opposition est sans appel : elle remporte 160 des 161 sièges lui étant dévolus à la Diète, conformément aux accords de la Table Ronde, et 92 des 100 mandats à pourvoir au Sénat. La défaite de la liste nationale regroupant en une coalition la majorité des leaders du parti est un échec cinglant pour le pouvoir. Le second tour des élections, deux semaines plus tard, est marqué par une faible participation. Les candidats du Comité des Citoyens obtiennent le siège manquant à la Diète et sept mandats supplémentaires au Sénat.



Varsovie, 10 juin. Point Information de « Solidarność ».
Photo Erazm Ciolek / FORUM

4 JUIN

– **CHINE.** Le dirigeant informel Deng Xiaoping ordonne à l'armée d'occuper de force la place de Tiananmen à Pékin et d'évacuer les étudiants revendiquant une réformation du régime. À deux heures du matin les chars entrent dans la ville, et les régiments d'infanteries tirent à l'arme lourde sur les manifestants sans défense. Le massacre dure quelques heures. Des médias indépendants font état de quelques milliers de morts.

5 JUIN

– Les communistes reconnaissent leur défaite et tentent de préserver ce qu'ils peuvent de leur pouvoir. Au cours des jours qui suivent se déroule une série de rencontres entre le gouvernement et les représentants de l'opposition et de l'épiscopat. Sous la menace d'une annulation des élections, Bronisław Gieremek consent à une modification du mode de scrutin, qui permet à la coalition d'obtenir une représentation complète de ses composantes. Une semaine plus tard le gouvernement informe que, conformément aux accords de la Table Ronde, le général Jaruzelski accède aux fonctions de Président. Dans une discussion avec l'archevêque Bronisław Dąbrowski, le général Czesław Kiszczak affirme que si le général Jaruzelski « [...] n'avait pas été choisi comme président, la menace d'une déstabilisation grandissante aurait obligé à mettre un terme au processus des transformations politiques. L'armée et les forces de police n'auraient obéi à aucun autre président ».

Zbigniew Ferczyk, opposant :

Nous nous sommes répartis en équipes et une fois minuit passé nous avons commencé à dépouiller les résultats des bureaux de vote. Premiers résultats... nous ne pouvions en croire nos yeux. Les résultats suivants démontraient désormais avec certitude l'énorme avance de « Solidarność ». D'un côté un soulagement et une joie énorme. [...] Peu de temps après il devint clair que nous avions raflé toute la mise. Le succès était immense, la satisfaction énorme.

Nowa Huta, 5 juin [55]

8 JUIN

– **RDA.** À Berlin Est 300 personnes manifestent en signe de protestation contre la fraude aux élections communales en RDA, qui s'étaient tenues un mois auparavant. La milice procède à l'arrestation d'une centaine d'entre eux.



Wrocław, 10 juin. « Regarde la Chine ».
Après le massacre sur la place Tiananmen.

Photo Henryk Prykiel / NAF Dementi / Ośrodek Pamięć i Przyszłość

Jerzy Urban, président de la radio et de la télévision :

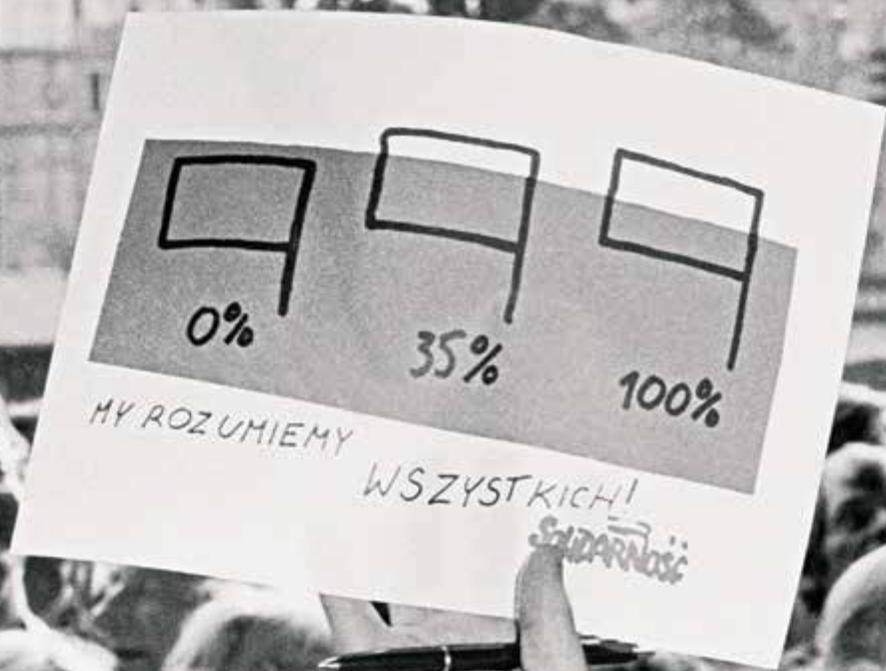
Le lendemain matin des élections j'ai été convié à une réunion du Bureau Politique. Czarzasty, notre champion de la campagne électorale, qui la veille encore se souciait de ce que la victoire du Parti Polonais Unifié Ouvrier ne soit pas par trop écrasante, nous informa des résultats : un massacre. J'ai rédigé sur un bout de feuille un communiqué annonçant la reconnaissance de notre défaite aux élections [...]. Lorsque Jaruzelski l'a lu à voix haute, j'ai ressenti un énorme choc. Jaruzelski a demandé s'il y avait des questions. Personne ne s'est manifesté. La passation du pouvoir a eu lieu sans discussion.

Varsovie 5 juin [49]



Berlin, 8 juin. Les manifestants portent une banderole avec le slogan : « Nous n'accepterons jamais la fraude électorale » ainsi qu'une urne électorale noire portant l'inscription : « Ici repose la démocratie ».

Photo Associated Press / East News



MY ROZUMIEMY

WSZYSTKICH!

Solidarność



Détail d'une affiche post-électorale de « Solidarność ». Coll. KARTA

9 JUIN

– Au cours d'une conversation avec le général Czesław Kiszczak, Adam Michnik rejette la proposition de création d'une « grande coalition » et accepte la nomination du général Jaruzelski en échange d'une attribution du poste de premier ministre à l'opposition. Czesław Kiszczak : « Ils disaient il y a encore peu qu'ils n'étaient pas intéressés par les postes du gouvernement, qu'ils étaient partisans d'une coalition parlementaire. Et voilà qu'ils évoquent le fauteuil de premier ministre ».

12 JUIN

– Le Conseil d'Etat rend un décret changeant le mode de scrutin. 33 sièges de la liste nationale sont relégués au niveau des circonscriptions régionales auxquels seuls de nouveaux candidats pourront prétendre. Ce changement a pour conséquence l'élimination définitive des principaux leaders de la coalition PZPR, ZSL et SD.

Mieczysław F. Rakowski au cours d'une réunion du Comité Central du Parti Polonais Unifié Ouvrier (PZPR) :

La cession par le PZPR du poste de premier ministre est une cession de pouvoir qui oblige le parti à passer dans l'opposition. [...] Si nous voulons aujourd'hui maintenir nos chances, nous devons donner la preuve de notre intransigeance. Je crains qu'une attitude défaitiste ne saurait que nous conduire à l'échec et entraîner dans son sillage les milliers, et mêmes les millions de gens qui nous ont fait confiance.

Varsovie, 16 juin [48]

Bronisław Geremek :

Nous avons démontré que le communisme a pris fin de manière irréversible, que le roi était nu, privé du moindre soutien social. Les élections de juin ont révélé une évidence, mais une évidence à laquelle il manquait jusqu'alors une preuve empirique : les communistes ne bénéficient d'aucun soutien, leur maintien au pouvoir est seul le résultat d'une inertie de l'histoire, fondée sur une domination illusoire. Le résultat des élections, exprimé en chiffres bien réels ont marqué un tournant dans notre façon d'envisager le futur de l'Europe. [14]

9 JUIN

– **URSS.** Lors d'une session du Congrès des Députés du Peuple à Moscou, Andreï Sakharov, fondateur de l'association indépendante « Mémorial », exige la suppression de l'article de la constitution soviétique instaurant « le rôle dirigeant du parti communiste ». Son intervention n'est applaudie que par une partie des députés, en particulier ceux du groupe de Moscou et des pays baltes.

H O N G R I E

Quand en Hongrie au début des années 80 j'évoquais les événements de 1956, le syndicat « Solidarność », et que je faisais part de ma conviction que le régime finirait par s'effondrer tôt ou tard, on me prenait pour un fou. Je maintenais que nous survivrions au régime, et lorsque je n'étais pas cru, je rajoutais : allez en Pologne pour vous en convaincre.

*Ákos Engelmayer, au cours d'un débat lors des rencontres
Passé commun – mémoire commune ? à Wrocław en octobre 2002*



Budapest, 23 octobre. Rassemblement à l'occasion de la proclamation de la République Hongroise.

Photo Bernard Bisson / SYGMA/CORBIS / Fotochannels

Imre Kónya, opposante hongroise :

Les organisations de l'opposition me désignèrent comme déléguée de la Table Ronde de l'Opposition. [...] J'étais très honorée et intimidée à la fois, surtout que je n'avais jamais mis les pieds au Parlement. Nous sommes entrés dans le bâtiment par des portes de service puis nous avons montés des escaliers imposants. Les flashes et les appareils photos crépitaient autour de nous. Les deux délégations se sont mutuellement présentées dans la salle Mysliwska. [Le secrétaire du parti] György Fejtő s'est approché de moi et m'a tendu la main. Je me suis présentée à lui. Il m'a répondu qu'il me reconnaissait pour m'avoir déjà vue à la télévision.

Budapest, 13 juin [43]

13 JUIN

– Après quelques mois de préparation s'ouvre la première session des négociations de la Table Tripartite réunissant les représentants du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, ceux de la Table Ronde de l'Opposition, et ceux que l'on appelait la troisième force, composée de différentes organisations sociales au service du pouvoir. Les discussions portent avant tout sur les principes d'introduction d'un pluralisme en Hongrie et l'instauration d'élections parlementaires démocratiques. Les négociations vont durer trois mois.



Budapest, juin. Négociations de la Table Tripartite. Photo Agence Télégraphique Hongroise MT / Institut Hongrois de la Culture à Varsovie

Extrait d'une lettre du Parti Chinois publiée dans la presse allemande :

Une minorité extrémiste animée d'intentions belliqueuses a planifié une tentative de renversement de la république populaire, de l'ordre socialiste. Cette clique d'éléments asociaux a bénéficié de soutiens étrangers dans ses efforts de propagande d'une idéologie d'inspiration libérale citoyenne. [30]

14 JUIN

– RDA. Le gouvernement exprime son soutien déterminé aux mesures des communistes chinois visant à « éradiquer les manifestations antisocialistes ».

Entre temps, le gouvernement chinois diffuse dans les médias une liste de numéros de téléphone mis à la disposition des citoyens afin qu'ils puissent contribuer à ce que « la justice populaire soit rendue ».



Budapest, 16 juin. Enterrement officiel d'Imre Nagy. Photo Agence Télégraphique Hongroise MT / Institut Hongrois de la Culture à Varsovie

16 JUIN

– À Budapest trois cent mille personnes participent à l'enterrement symbolique d'Imre Nagy, le leader du soulèvement hongrois de 1956 assassiné par les communistes. Les manifestants agitent des drapeaux hongrois dont ils ont découpés l'emblème de l'Etat communiste, en référence symbolique aux événements d'il y a 33 ans. La commémoration est retransmise par la télévision. Ce même jour meurt János Kádár, l'un des co-responsables de la mort de Nagy.

Extrait d'un discours de Viktor Orbán, opposant hongrois, prononcé sur la place des Héros :

Nous pouvons mettre un terme à la dictature communiste si nous faisons confiance en nos propres forces. Nous pouvons forcer le parti à mener des élections libres si nous nous montrons suffisamment déterminés. Nous pourrions choisir un gouvernement capable d'entamer, avec les Russes, les négociations d'un retrait rapide de leurs troupes, si nous ne perdons pas de vue les idéaux de 1956. Les promesses des communistes sont insuffisantes, nous devons parvenir à une situation où le parti au pouvoir, s'il lui en prenait l'envie, ne pourra pas user de la force contre nous.

Budapest, 16 juin [29]

23 JUIN

– **POLOGNE.** Création à la Diète et au Sénat du Groupe Parlementaire du Comité des Citoyens (OKP) sous la présidence de Bronislaw Gieremek.

Malgré une arithmétique des sièges défavorable imposée par les accords de la Table Ronde, la partie pro-« Solidarność » du Parlement devient le maître d'œuvre de la transformation pacifique du système communiste en un régime démocratique.

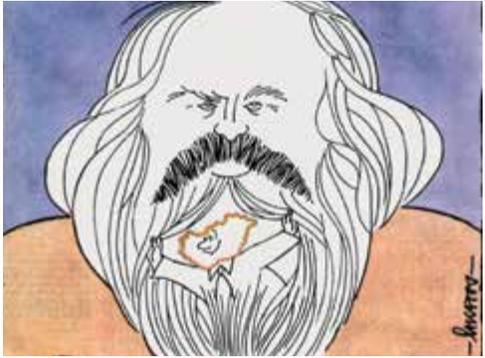
Bronisław Gieremek, président de l'OKP :

En nous abstenant de proposer notre candidat [à la présidence de la république], après une victoire électorale si éclatante, nous avons clairement signifié notre opposition à un rapport de forces qui nous a été imposé et que nous considérons comme temporaire. [14]

Zoltán Bíró, opposant hongrois participant aux négociations de la Table Tripartite :

La Hongrie rêve d'élections libres. Je pense que la commission électorale a devant elle un travail intensif à accomplir et la perspective de discussions animées. Je reste convaincu que les élections devraient avoir lieu encore cette année et que la décision doit être dictée non par les intérêts des partis mais par ceux du pays. [...] Le pays ayant besoin d'un parlement issu d'élections libres lui-même source d'un gouvernement légitime accrédité par la nation, les élections devraient avoir lieu dans les plus brefs délais.

Budapest, juin [9]



Dessin satirique en première de couverture du numéro de juin du magazine hongrois « Ludas Matyj ».



Sopron, 27 juin. Alois Mock i Gyula Horn cisailent les barbelés le long de la frontière.

Photo Bernhard J. Holzner / Associated Press / East News

21 JUIN

– La salle Chasse du Parlement de Budapest accueille le second tour des négociations entre les représentants du Parti Ouvrier Socialiste Hongrois au pouvoir et ceux de l'opposition. Les représentations regroupées au sein de la Table Ronde de l'Opposition exigent l'inscription dans les plus brefs délais d'élections libres dans le calendrier politique.

27 JUIN

– En cisillant des barbelés disposés le long de la frontière, les ministres hongrois des affaires étrangères Gyula Horn i Austrii Alois marquent symboliquement la liquidation du Rideau de Fer.

Les jours qui suivent amorcent le démontage systématique des infrastructures protégeant les frontières. Les barbelés sont réutilisés dans la confections de bijoux vendus comme souvenirs du Rideau de Fer, principalement aux touristes étrangers.

28 JUIN

– **POLOGNE.** Déclaration de Wojciech Jaruzelski affirmant que les temps assurant un monopole du pouvoir au parti communiste polonais sont révolus. D'après lui la défaite électorale du parti tient à ce que « la société n'a pas compris l'engagement du parti à la mise en œuvre de réformes démocratiques ».

29 JUIN

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** À Prague les signataires de la Charte 77 adressent au pouvoir une pétition intitulée *Quelques mots* dans laquelle ils incitent à la conduite d'une profonde réforme du régime, au respect des droits de l'homme et à la restitution entière des libertés du citoyen. Ils écrivent: « Nous nous adressons au pouvoir de notre pays pour que celui-ci comprenne enfin que le temps est venu d'une réelle

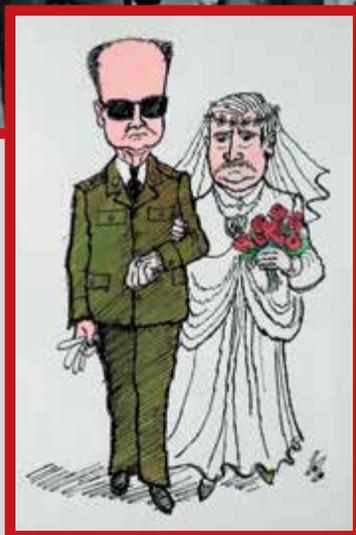


Varsovie, 30 juin. Démonstration étudiante contre la candidature du gén. Wojciech Jaruzelski.

Photo Erazm Ciolek / FORUM

P O L O G N E

Dessin de Zbigniew Ziomecki.
Coll. du Musée des Caricatures



transformation du système [...]. Le premier pas devant mener à des changements radicaux, à commencer par l'instauration d'une nouvelle constitution, jusqu'à la tenue de réformes économiques, doit réinsuffler à notre société un esprit de liberté, de confiance, de tolérance et de pluralisme. [...] Le dialogue social est le seul moyen de sortir de l'impasse. » La presse proche du régime accuse les activistes de la Charte 77 « d'incitation au terrorisme ».

30 JUIN

– **POLOGNE.** Manifestation de groupements indépendants devant le siège du Comité Central à Varsovie contre la candidature à la présidence du gén. Wojciech Jaruzelski. Pour la première fois depuis quelques années la milice use de canons à eau pour disperser les quelques 500 manifestants.

6 JUILLET

– La Cour Suprême hongroise réhabilite le leader du soulèvement de 1956 Imre Nagy. Elle reconnaît également le caractère illégal de la peine capitale à laquelle il avait été condamné.

– Nouvelle rencontre des camps gouvernemental et de l'opposition au parlement hongrois. Les discussions portent sur les principes devant présider au passage de la Hongrie d'un système communiste à un régime démocratique.

14 JUILLET

– À Budapest les membres et les sympathisants du Parti Novembre et du Parti Hongrois Radical réalisent un happening consistant à « décommuniser » les noms de rue de la ville.

Imre Mécs, membre de l'Association des Démocrates Libres participant aux négociations de la Table Tripartite :

Il y a encore 6 mois nous ne pouvions pas rêver de ce qui aujourd'hui est devenu réalité. Mais nous devons garder un tempo qui ne doit être ni trop lent ni trop rapide. Si nous traînons, les gens finiront par s'impatienter et cesser de croire qu'une démocratie parlementaire puisse advenir un jour. Si au contraire nous allons trop vite, nous risquons la désorganisation, et pourquoi pas même une explosion. [...] Nous constituons une partie intégrale de l'Europe, bien que nous nous en étions éloignés pendant ces 40 dernières années. Il est de notre devoir d'organiser notre retour.

Budapest, juillet [38]



Budapest, 14 juillet. Action de restitution de l'ancien nom de la rue Palatin (Nádor utca) que les communistes avaient rebaptisé rue Ferenc Münnich. Photo Piroška Nagy

7 JUILLET

– **RDA.** Arrestation temporaire de 120 opposants qui avaient dénoncé de nombreuses fraudes entachant les élections municipales du 7 mai en RDA. De cette façon, le pouvoir bloque l'organisation d'une manifestation qui devait appeler à la tenue de nouvelles élections.

10 JUILLET

– **URSS.** Début de la grève des mineurs. Les ouvriers revendiquent un raccourcissement de la durée de travail à 8 heures par jour, les dimanches chômés, une amélioration des conditions sociales sur les lieux de travail et une augmentation de leurs salaires. En quelques jours le mouvement de grève s'étend aux mines des régions de Sibérie, de Vorkouta, du Donbass, de Karaganda et du Kouzbass, ainsi qu'à d'autres



Varsovie, 3 juillet. Intervention de la milice contre une manifestation du KPN. Photo Wojciech Druszcz / KARTA

P O L O G N E

secteurs de l'industrie lourde. On estime à quatre cent mille le nombre de participants au plus fort des grèves. Parmi les revendications commencent à apparaître celles d'un renoncement du parti à son rôle dirigeant et d'une élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Deux semaines plus tard le gouvernement parvient à éteindre les foyers les plus importants du mouvement de grève grâce à une promesse de réformes.

19 JUILLET

– **POLOGNE.** La première session de l'Assemblée Nationale (incluant les deux chambres que sont la Diète et le Sénat) confirme le général Wojciech Jaruzelski dans ses fonctions de président. Dans son discours Jaruzelski souligne: « Je souhaite être un président de l'entente, le président de tous les polonais et j'espère parvenir à gagner la confiance de tous ceux qui sont opposés ou méfiant à mon égard. »

19 AOÛT

– Organisation d'un Pique-nique Pan-européen indépendant à Sopron célébrant la liquidation des barbelés aux frontières. Sur l'ordre du premier ministre hongrois Miklós Németh les corps d'armée abandonnent la surveillance des frontières sur un tronçon de quelques kilomètres aux abords de la

Miklós Németh au cours d'une conversation avec le chancelier de la RFA Helmut Kohl : *Rapatrifier les réfugiés en RDA n'est plus à l'ordre du jour. Nous ouvrons nos frontières. Les citoyens de la RDA pourront les traverser librement tant qu'aucune force extérieure armée ou politique ne nous obligera à changer d'attitude.*

Gymnich, 25 août [24]



Sopron, août. Les citoyens de la RDA passent en Autriche. Photo Wojciech Druszcz / KARTA

ville. 700 citoyens de la RDA en vacances en Hongrie profitent des quelques heures d'ouverture des frontières et se réfugient en Autriche. Dans les jours qui suivent les fuites continuent en masse. La nouvelle de la possibilité de passer à l'ouest se répand en un éclair chez les allemands de l'est. En peu de temps les rues des villes hongroises s'emplissent de véhicules laissés à l'abandon par les fuyards.

Helmut Kohl :

J'avais les larmes aux yeux en écoutant les paroles de Nemeth. [...] La Hongrie aurait pu adopter une toute autre attitude. Cela a certainement dû être une décision difficile pour le gouvernement de Budapest que d'annoncer à la RDA – et cela en dépit des accords qui les unissent : « Les allemands en séjour chez nous peuvent partir à l'ouest ».

Gymnich, 25 août [24]

29 JUILLET

– **POLOGNE.** Mieczysław F. Rakowski est nommé premier secrétaire du Parti Ouvrier Unifié Polonais. La treizième session plénière du Parti désigne le général Czesław Kiszczak au poste de premier ministre.

16 AOÛT

– **POLOGNE.** Après la démission de Czesław Kiszczak au poste de premier ministre, Lech Wałęsa, Roman Malinowski (ZSL) et Jerzy Józwiak (SD) se rencontrent pour discuter de la possibilité de créer une coalition gouvernementale. Les négociations se terminent par la signature d'un accord entre le Parti Populaire Unifié (ZSL), le Parti Démocratique (SD) – lié au PZPR – et le groupe parlementaire du Comité des Citoyens.



Lituanie, 23 août. Un morceau de la chaîne humaine balte. Photo Kęstutis Vanagas / FOTOBANKAS

L I T U A N I E

23 AOÛT

– Vers 19h environ deux millions de citoyens lituaniens, létons et estoniens forment pendant un quart d’heure une chaîne humaine ininterrompue sur près de 600 km entre Vilnius, Riga et Tallinn protestant ainsi contre les conséquences du pacte Ribbentrop-Molotov qui il y a 50 ans leurs a coûté l’indépendance. C’est la plus grande manifestation indépendante de toute l’histoire de l’URSS. Le pouvoir soviétique n’intervient pas.

Vytautas Landsbergis, leader du Sajudis :

L’action d’aujourd’hui est non seulement le symbole d’une solidarité entre les peuples baltes mais aussi entre tous les opprimés. [...] Nous espérons que la prochaine fois la chaîne s’étendra jusqu’à Varsovie, Budapest et pourquoi pas même jusqu’à Prague.

Vilnius, 23 août [50]

László Bruszt, un des participant du camp de l'opposition aux négociations de la Table Tripartite :

Le création du gouvernement de Mazowiecki est le signe pour l'Europe de l'Est de ce qu'il est possible dans cette région de nommer un premier ministre non-communiste. L'éventail des possibilités comprend désormais, non seulement la perspective d'une libéralisation de la politique et d'un partage du pouvoir, mais aussi l'espoir d'une réforme pacifique du système. Jusqu'en août 1989 ces possibilités de changement – tel qu'il était permis de les évoquer dans les discussions officielles – se limitaient à la perspective d'un passage d'un

modèle à l'autre – et à vrai dire plutôt à la possibilité d'adaptations à l'intérieur même d'un modèle. Plus cela devenait évident, plus la Hongrie se rapprochait d'une ouverture des négociations sur la tenue d'élections libres. Le premier signal tactique d'une possibilité pacifique d'échapper au régime, apparut avec la nomination de Mazowiecki, comme premier ministre, et ensuite avec la formation du premier gouvernement non-communiste en Europe de l'Est. Ces signaux furent déterminants pour les oppositions de cette partie de l'Europe comme pour les citoyens : il ne dépendaient que d'eux d'accomplir la même chose dans leurs pays. [56]

11 SEPTEMBRE

– À minuit la Hongrie ouvre ses frontières avec l'Autriche rendant possible le départ de quinze mille citoyens est-allemands dans les trois jours qui suivirent. Gyula Horn, ministre des affaires étrangères : « La décision de Budapest a été contrainte par l'incapacité des deux états allemands à résoudre le problème. La RDA avait une semaine pour convaincre ses ressortissants en Hongrie à rentrer chez eux ». L'agence de presse est-allemande accuse le gouvernement hongrois de se livrer à « une contrebande d'humains sous couvert d'un plan d'action humanitaire ».



Logo « Solidarność » sur une affiche hongroise

24 AOÛT

– **POLOGNE.** La Diète confirme Tadeusz Mazowiecki dans ses fonctions de Premier Ministre. Le discours qu'il tient à la suite de cette décision restera célèbre : « Le gouvernement que je formerai ne portera pas la responsabilité de l'hypothèque dont il hérite. [...] Nous allons tirer un trait sur ce passé. Seules les actions que nous entreprendrons pour sortir la Pologne du gouffre dans laquelle elle se trouve engageront notre responsabilité ».

Ireneusz Sekuła, vice-premier ministre sortant :

Le coup final a été porté avec la désignation [...] d'un premier ministre non-communiste. [...] L'Union Soviétique [...] a laissé passer la chose sans réagir. Ce fut le catalyseur de la suite des événements dans les autres pays : puisqu'il n'y avait pas eu d'intervention en Pologne, ils étaient convaincus qu'il n'y en aurait pas ailleurs. [26]

Extrait d'un télégramme d'Helmut Kohl à Miklós Németh :

Votre politique constitue un apport exemplaire à la création d'une Europe de la paix. C'est un modèle d'attention portée à la dignité humaine et aux droits de l'homme et du citoyen. Monsieur le Premier Ministre, nous

n'oublierons jamais ce que la Hongrie a fait pour nous au cours de ces derniers jours. En vous prononçant pour le règlement humanitaire d'un problème né de la division de l'Allemagne, vous avez tenu votre promesse d'une façon magistrale.

Bonn, 12 septembre [24]



Budapest, septembre. Famille est-allemande en route pour l'Autriche.

Photo Peter Turnley / CORBIS/Fotochannels

4 SEPTEMBRE

– **RDA.** Une prière pour la paix dans l'église de Nicolas à Leipzig, s'achève par une manifestation spontanée de quelques milliers de personnes. À partir de ce jour l'église, tous les lundis, sert de point de départ à des manifestations de plus en plus importantes revendiquant la mise en place de réformes démocratiques.

9 SEPTEMBRE

– **RDA.** Naissance d'un mouvement de l'opposition sous le nom de Nouveau Forum. Le préambule du Forum déclare : « Le présupposé de toutes les initiatives du Nouveau Forum est celui d'un respect de la justice, de la démocratie et de la paix, ainsi que la défense de l'environnement. Au vu des transformations sociales, en cours et à venir, c'est un principe que nous voulons appliquer quels que soient les domaines envisagés ».



Sarbogard, printemps. Soldats soviétiques stationnant en Hongrie. Photo David Turnley / Corbis/FotoChannels





P O L O G N E

Varsovie, 12 septembre. Tadeusz Mazowiecki, après la confirmation par la Diète du nouveau gouvernement. Photo Chris Niedenthal / FORUM

12 SEPTEMBRE

– **POLOGNE.** Exposé du Tadeusz Mazowiecki : « Nous refusons toute philosophie politique affirmant la possibilité de mener des réformes économiques contraires aux désirs et aux aspirations de la société [...]. La Pologne ne peut être prise en charge que par une société de citoyens libres et au moyen d'une politique menée par un gouvernement disposant clairement de la confiance de la majorité des polonais ». La Diète approuve la composition du nouveau gouvernement.

– **RDA.** Constitution à Berlin du parti d'opposition « Démocratie maintenant ». Ses membres déclarent : « Nous voulons la création d'une société solidaire et démocratisée dans tous les aspects de son fonctionnement. [...] À la place d'un état dominé par un seul parti, d'un état qui, bien que dépourvu du soutien de la société, s'est attribué le rôle de professeur et d'instructeur de la nation, nous voulons un état basé sur un consensus social ».

18 SEPTEMBRE

– À Budapest le principal cycle des négociations de la Table Tripartite prend fin à l'issue de plus de deux cents séances de travail. Le rapport de fin présente la décision de mener des élections parlementaires libres et de modifier la constitution hongroise. Certains des groupements de l'opposition (entre autres le Fidesz et le Syndicat Libre Démocratique) refusent de signer ce rapport étant en désaccord avec la procédure partiellement démocratique qui a présidé à la désignation du président avant la tenue des élections parlementaires libres.

György Szabad, porte-parole de la Table Ronde de l'Opposition :

L'accord obtenu compte moins pour ce qu'il apporte à l'opposition que pour ce qu'il apporte au pays. Nous avons jeté les bases d'une constitution en rupture totale avec la dictature stalinienne. Nous avons défini les principes d'une loi électorale la plus démocratique de toute l'histoire de la Hongrie et la plus progressiste de tout le camps des pays socialistes. [...] Si nous avons fait des concessions, c'est seulement parce que seul un compromis pouvait garantir la continuation du dialogue. Il existait une réelle menace de mettre fin pour longtemps à cette ouverture au dialogue par l'actuel parti au pouvoir.

Budapest, 18 septembre [10]



Budapest. Les représentants de la Table Ronde de l'Opposition pendant les négociations de la Table Tripartite. Au premier plan de gauche à droite : József Antall, György Szabad, Viktor Orbán. Photo Encompass

17 SEPTEMBRE

– **POLOGNE.** Manifestation à Katowice lors du cinquantième anniversaire de l'agression de l'Armée Rouge sur la Pologne. Quelques milliers de manifestants se rendent devant le siège de la coopération économique soviétique et celui du Comité du parti (PZPR) de la voïvodie sur lesquels ils font abattre une pluie de petites monnaies « pour le train » au cri de « à bas le communisme » et « Soviétiques, rentrez chez vous ! ». La milice n'intervient pas.

22 SEPTEMBRE

– **POLOGNE.** La Cour Suprême à Varsovie réenregistre le Mouvement Indépendant Étudiant acceptant les statuts et le droit à la grève, lesquels en mai avaient été rejetés par le tribunal de voïvodie.

R D A

Ceux, qui comme nous reviennent de Varsovie sont convaincus, pour en avoir été les témoins directs, des progrès redevables aux processus de réformes en Pologne et en Hongrie. Ceux-ci savent que le plus important est de trouver la voie, pas après pas, ouvrant sur un futur commun. [...] J'en appelle à tous en RDA : vous n'êtes pas seuls, nous sommes à vos côtés ! Nous sommes et nous resterons une nation unique et indivisible.

Helmut Kohl, 10 novembre 1989, à l'occasion d'un rassemblement devant la mairie du quartier de Schöneberg à Berlin Est.



Berlin Est, novembre. Scène de joie après la chute du mur. Photo Chris Niedenthal / FORUM



Varsovie, 1 octobre. Départ d'un train transportant des réfugiés de la RDA.
Photo Czarek Sokolowski / Associated Press / East News

Janusz Onyszkiewicz, député OKP :

Des foules d'allemands de l'est cherchaient asile à l'ambassade de RFA [à Varsovie]. Les capacités d'accueil de l'ambassade étaient dépassées. Johannes Bauch, chargé d'affaires de l'époque, s'est rendu à la Diète pour discuter de la situation. Geremek et moi-même avons répondu à ses attentes en lui assurant qu'aucun réfugié ne serait renvoyé en RDA. Puis nous nous sommes mis d'accord pour affréter des trains spéciaux qui transporteraient les réfugiés par la RDA directement jusqu'en RFA.

D'une certaine manière nous venions de desceller une grosse brique du mur de Berlin.

Varsovie, 1 octobre [32]

1 OCTOBRE

– Les allemands de l'est réfugiés sur le territoire de l'ambassade de RFA à Varsovie obtiennent l'autorisation d'émigrer en Allemagne de l'Ouest. Commentaire de la télévision est-allemande : « Ceux qui ont quitté notre pays, eux seuls se sont exclus de la société. Ne serait-ce que pour cette raison, personne ne viendra les pleurer ».

2 OCTOBRE

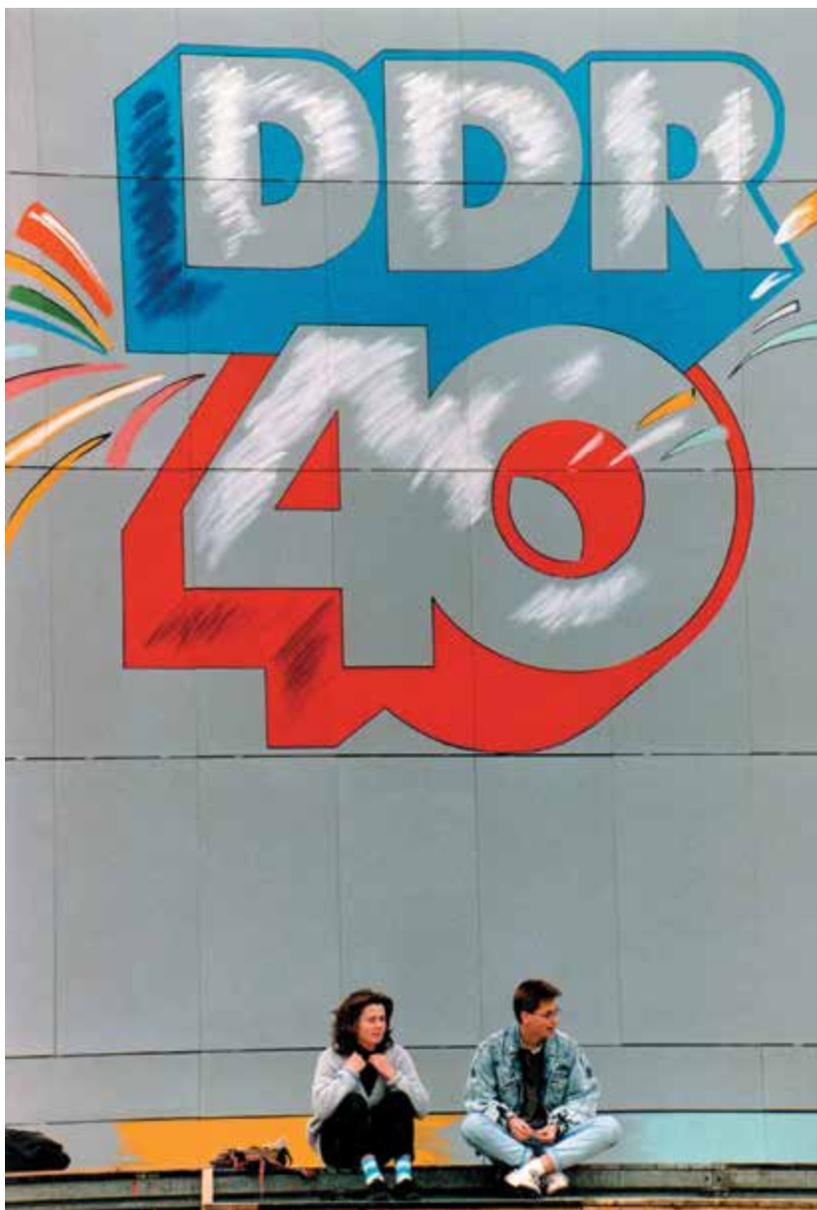
– Une fois de plus, à l'issue d'une messe dans l'église protestante de Nicolas à Leipzig, une manifestation s'engage dans les rues de la ville. Les passants s'y joignent grossissant la manifestation jusqu'au nombre de vingt mille personnes. La milice, prise de cours, n'intervient pas. Les manifestants scandent : « Nous voulons rester ici. » Des manifestations semblables se dérouleront tous les lundis suivants.

2 OCTOBRE

– URSS. Une délégation du Sajudis remet à Mikhail Gorbatchev une pétition votée par la Cour Suprême de Lituanie revendiquant la tenue d'un referendum sur l'indépendance du pays.



Mečislovas Ščepavičius, Carte de l'expansion de la démocratie. « Gazeta Wyborcza » du 10 août



RDA, octobre. Panneau de propagande. Photo Associated Press / East News

5 OCTOBRE

– **POLOGNE.** Le Mouvement Indépendant Étudiant organise une manifestation devant le consulat de la RDA à Wrocław. Les organisateurs font une lecture publique de leur déclaration : « Nous, jeunes polonais, protestons énergiquement contre la restriction des libertés en RDA, et exigeons en par-

ticulier l'arrêt des répressions brutales dont sont victimes les manifestants et les membres d'organisations indépendantes. Que notre manifestation aujourd'hui soit l'expression de notre solidarité avec ces allemands épris de liberté et de démocratie ».

Extrait du rapport de l'opposition intitulé *Impuissance damnée* :

Les protestataires choisis au hasard étaient brutalement isolés de la manifestation et battus parfois par huit hommes à la fois, par les officiers des services de sécurité habillés en civil. Les miliciens embarquaient certains des arrêtés dans leur fourgonnette, sans cesser un instant de les rouer de coups en dépit du fait que ceux-ci n'opposaient aucune résistance. Les femmes faisaient l'objet des traitements les plus brutaux afin de provoquer chez les manifestants hommes une réaction de violence vis-à-vis des fonctionnaires de police. La mise en scène des événements était à ce moment-là entièrement le fait des officiers de la Stasi.

Berlin, 7 octobre [54]

5 OCTOBRE

– Début d'une célébration de trois jours du quarantième anniversaire de la RDA en présence de Michael Gorbatchev et du général Wojciech Jaruzelski.

Une contre-manifestation de quelques milliers de personnes, revendiquant la mise en place de réformes, traverse Berlin centre en scandant : « Gorbi, aide nous ». L'intervention des forces de police mène à l'arrestation de nombreux manifestants. Commentaire le lendemain du journal pro-gouvernemental « Neues Deutschland » : « Ceux, qui ont cru que la célébration du 40ème anniversaire s'accompagnerait d'un changement de la politique du gouvernement, se sont lourdement trompés. Toute tentative d'atteinte à l'idée du socialisme en RDA est perdue d'avance ».



Berlin Est, 5 octobre. Parade militaire lors de la célébration du 40ème anniversaire de la RDA. Photo Chris Niedenthal / FORUM

Imre Pozsgay, vice-premier ministre hongrois :

Pendant longtemps j'ai vécu dans l'illusion que le parti communiste pourrait devenir l'instigateur d'un processus de réforme. J'ai dû admettre que cela était impossible. Le système communiste a fini par faire faillite. [...] Il n'y a jamais eu de coup d'état militaire dans toute l'histoire de la Hongrie. [...] La politique de Jaruzelski a donné des résultats peu encourageants. [11]

7 OCTOBRE

– **HONGRIE.** La direction du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois décide la dissolution du parti et sa transformation en Parti Hongrois Socialiste. Pour la première fois dans le bloc de l'est, le parti communiste au pouvoir est liquidé.

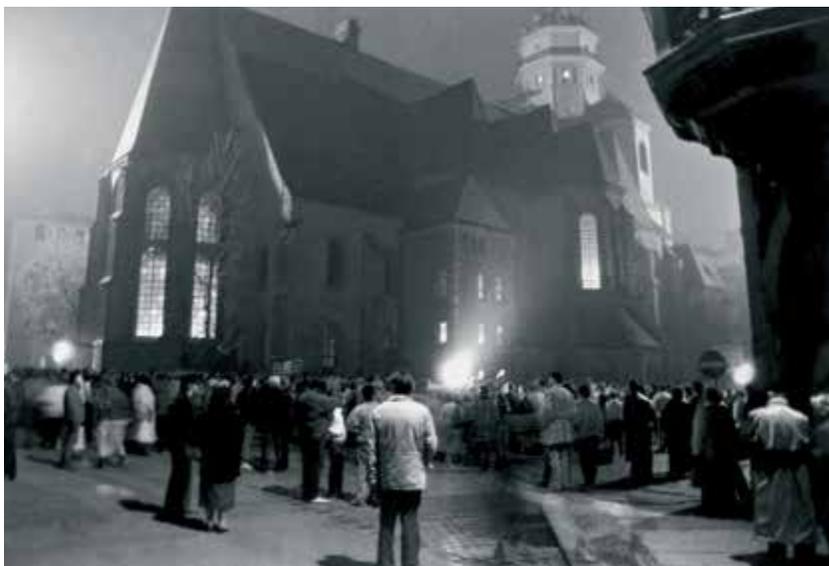
9 OCTOBRE

– Nouvelle manifestation « du lundi » à Leipzig. Peu après 18h, au sortir d'une prière pour la paix prononcée dans l'église Nicolas et trois autres églises évangéliques du centre-ville, une manifestation pacifique de près de cent mille personnes entame une marche à travers la ville. On y scande : « Aucune violence ». Pour la première fois la milice se garde d'intervenir : c'est le premier signe d'un affaiblissement du régime communiste en RDA.

Martin Jankowski, écrivain opposant :

Nous avons convenu avec des collègues de nous réunir chez moi tard le soir [après la manifestation]. Les yeux brillants chacun donnait sa relation : personne n'avait été arrêté. Il n'y avait eu aucun tir. Pas même une émeute. Tout s'était déroulé pacifiquement. Le pouvoir n'avait pas osé attaquer. [...] La « contre-révolution » et les répressions qui l'accompagnaient venaient de prendre fin soudainement. Nous nous sentions incroyablement forts. Courageux et indestructibles. [...] Nous nous sommes mis à discuter de la signification de ce qu'il s'était passé aujourd'hui dans ce pays. [...] Je n'avais évidemment pas de champagne à la maison : nous avons trinqué avec du thé géorgien.

Leipzig, 9 octobre [19]



Leipzig, octobre. L'église Nicolas. Photo Martin Naumann

14 OCTOBRE

– **URSS.** Le régime soviétique refuse l'enregistrement de l'association « Mémorial », dont le but est de commémorer les victimes du stalinisme. Les représentants de l'organisation qualifient ce refus de « profanation de la mémoire de ceux qui ont perdu la vie sous les années de terreur stalinienne ».

15 OCTOBRE

– **URSS.** Lors d'un rassemblement de dix mille personnes à Moscou, Boris Eltsine revendique une démocratisation de la vie en URSS et la mise à l'écart des « conservateurs » du bureau politique du parti.

16 OCTOBRE

– À Leipzig, nouvelle manifestation « du lundi » en faveur de changements démocratiques. Cent vingt mille personnes scandent : « Nous sommes le peuple ! ».

Un certain nombre d'organisations légales font également appel à la mise en place de réformes.

18 OCTOBRE

– Après 18 ans de règne le chef du parti Erich Honecker abandonne toutes ses fonctions dans les structures du parti comme celles de l'état pour « raisons de santé ». Egon Krenz le remplace au poste de secrétaire général du Parti Socialiste Allemand Unifié.

Extrait d'une déclaration d'Helmut Kohl :

Des prisons surpeuplées, des blessés en nombre, et un flux de réfugiés sans fin, voilà les symboles d'une dictature à bout de souffle [...]. Ils sont aussi l'expression de l'incertitude qui gagne les cercles du pouvoir à Berlin Est. [...] Le recours à la violence et à l'enfermement ne peut constituer un moyen de rétablir la paix sociale. Nos relations de bon voisinage et la paix internationale ne sauraient prospérer tant que le gouvernement de la RDA ne cessera pas de s'isoler et d'écarter les courants réformateurs qui s'opèrent dans le monde, à l'Est et à l'Ouest.

Bonn, octobre [24]



RDA, octobre. Manifestation en faveur de changements démocratiques. Sur la banderole au premier plan : « Nous exigeons des élections libres ». Photo Associated Press / East News

21 OCTOBRE

– **BULGARIE.** Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale une conférence officielle publique a lieu, sans avoir été inspirée par le pouvoir communiste. Des activistes indépendants et des écologistes d'Ekoglasnost débattent à Sofia de la situation catastrophique de l'environnement. La milice bulgare n'intervient pas.

23 OCTOBRE

– **HONGRIE.** La République Hongroise est proclamée à la suite d'une réforme de la constitution instituant le pluralisme dans la vie politique du pays.

Bärbel Bohley, opposante allemande, lors d'un débat avec les dirigeants du SED :

Mon rêve, c'était de pouvoir me retrouver là. À l'époque nous ne pouvions pas savoir à quelle RDA nous pouvions rêver, car notre regard était toujours porté ailleurs. [...] Nous nous sentions opprimés, et nous nous imaginions une vie ailleurs... Mon rêve, c'est que nous prenions conscience que ce n'est pas au Bureau Politique de définir nos aspirations, mais à nous-mêmes.

Berlin Est, 26 octobre [36]

20 OCTOBRE

– Explosion d'une vague de manifestations dans toute la RDA. Les plus grands rassemblements ont lieu à Leipzig, Berlin, Potsdam et Karl Marx Stadt. Une manifestation spectaculaire à Dresde réunit cinquante mille personnes qui défilent dans la ville en respectant un silence complet. Les actes de protestation durent sans interruption pendant cinq jours.

26 OCTOBRE

– Les délégués du Nouveau Forum Jens Reich, Bärbel Bohley et Sebastian Pflugbeil débattent de la nécessité d'une mise en œuvre des réformes au cours de leur rencontre avec les dirigeants du parti socialiste allemand. La télévision publique retransmet une partie des débats. Les manifestations s'étendent à de nouvelles villes : Rostock, Erfurt, Gera.



Berlin Est, 21 octobre. Chaîne humaine des partisans des réformes démocratiques en RDA.

Photo Associated Press / East News

27 OCTOBRE

– Steffen Reiche, représentant du parti social-démocrate de RDA, revendique la création d'une Table Ronde de l'Allemagne de l'Est.

– Le gouvernement déclare l'amnistie pour tous ceux qui ont essayé de franchir la frontière de façon illégale. Un certain nombre de participants aux récentes manifestations sont également libérés.

Jan Ruml, opposant tchèque :

Des milliers, voire des millions de personnes sont sorties dans les rues de RDA, prenant soudain conscience de la voie menant à la liberté et à une société citoyenne. Pendant ce temps en Tchécoslovaquie des millions de citoyens, leurs courses à la main, déambulaient sans but dans un pays cerné par les barbelés. [27]

28 OCTOBRE

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** À Prague place Waclaw, le serment solennel prêté par les jeunes recrues au service militaire. Il espère de cette façon empêcher la tenue d'une manifestation à l'occasion du soixante et onzième anniversaire de l'indépendance. Dans l'après-midi quelques milliers de manifestants se réunissent sur la place et scandent : « Nous voulons la liberté ! ». L'intervention de la milice conduit à l'arrestation de plus de 300 personnes.



Leipzig, octobre. Manifestation de l'opposition. Photo Associated Press / East News

3 NOVEMBRE

– **POLOGNE.** Début à Wrocław d'un cycle de conférences de trois jours intitulé « Europe Centrale. La culture à la croisée des chemins : entre totalitarisme et commercialisme ». L'événement s'accompagne d'un festival de la culture indépendante tchécoslovaque auquel participent des musiciens, certains en exil, comme Karel Kryl et Jaroslav Hutka. Quelques milliers de Tchèques et de Slovaques font le déplacement.

Petruška Šustrová, opposante tchèque :

Dans les rues de Wrocław, nous croisons à chaque pas des groupes parlant tchèque. [...] Combien d'entre eux se sont retrouvés deux semaines plus tard à la manifestation de Prague qui a marqué le début de la révolution de velours ? Ceux qui avaient fait l'expérience du goût de la liberté ne voulaient plus revenir dans la même baraque. [35]

4 NOVEMBRE

– Manifestation de près d'un million de personnes sur Alexander Platz à Berlin Est. Les manifestants réalisent que l'absence totale de réaction du pouvoir face à un tel rassemblement public signifie la fin du système. Depuis des tribunes improvisées, opposants et personnalités du monde de la culture s'adressent à la foule. Les manifestants revendiquent le retour de la démocratie en RDA, la liberté de la presse et le droit d'association libre.

Extrait du discours de Stefan Heym, écrivain :

Au cours de ces dernières semaines nous avons surmonté notre impuissance, nous avons commencé à apprendre à marcher la tête haute. Et cela en Allemagne, où aucune révolution n'y était parvenue, où les gens ont toujours été maléables – que ce soit sous l'empereur, sous le nazisme ou plus tard encore.

Berlin Est, 4 novembre [36]

Extrait du discours de Róbert Juharos, opposant hongrois, sur Alexander Platz :

Les peuples d'Europe Centrale et de l'Est sont unis non seulement par un passé commun, quarante années sombres de dictature et de répression, mais aussi par l'aspiration à une véritable démocratie propre à la réalisation de la vie de chacun d'entre nous. [...]

Seuls des états démocratiques peuvent bâtir une maison commune européenne. C'est la raison pour laquelle nous sommes partisans de réformes radicales dans tous les pays du bloc de l'est. [1]



Berlin Est, 4 novembre. Manifestation sur Alexander Platz. Sur la banderole : « Soit des changements radicaux soit la fin » Photo NAF Dementi / Ośrodek Pamięć i Przyszłość

7 NOVEMBRE

– Le gouvernement de RDA démissionne. Dans la capitale les manifestations de milliers de personnes se succèdent les unes aux autres.

7 NOVEMBRE

– **URSS.** La commémoration de la révolution d'octobre s'accompagne de nombreuses manifestations indépendantes. Quelques milliers de personnes défilent en revendiquant la mise en place du pluralisme, la tenue d'élections libres, la levée de la censure et la libération des prisonniers politiques. La milice n'intervient pas.

9 NOVEMBRE

– Aux environs de 19h le secrétaire du comité central du SED Günter Schabowski annonce de façon tout à fait inattendue l'entrée en vigueur immédiate du décret permettant aux citoyens est-allemands de traverser librement les frontières. Deux heures plus tard la foule s'attaque spontanément à la démolition du mur en de nombreux endroits de Berlin, et passe de l'autre côté.

Conférence de presse de Günter Schabowski :

Nous avons pris la décision aujourd'hui d'un décret autorisant à tout citoyen de la RDA de franchir les frontières du pays. [...] Il est possible désormais d'obtenir l'autorisation d'accomplir un voyage privé à l'étranger sans avoir à soumettre les documents nécessaires – indiquant la raison du voyage et l'attestation de séjour de membres de la famille sur le lieu de destination – qui étaient jusqu'alors requis. Les autorisations seront délivrées rapidement. [...] Le passage autorisé en tout point de la frontière entre la RDA et la RFN – incluant celle entre Berlin Ouest et Berlin Est – permet à chaque citoyen d'émigrer s'il le souhaite.

Berlin Est, 9 novembre [15]

Anne-Marie, activiste de Démocratie Maintenant :

Nous ne savions pas ce qu'il se passait. Nous avions de la peine à le croire. Mon mari m'a dit : « Allons boire un coup à Kurfürstendamm » [à Berlin Ouest]. Je lui ai répondu : « Tu es tombé sur la tête ? Tu sais

bien qu'on ne peut pas, que c'est interdit ». C'est comme cela que les choses s'étaient gravées dans mon esprit : on ne peut pas, on n'a pas le droit et c'est tout. [...] Nous nous sommes rendus au passage frontière le plus proche, au pont de Bornholm. De loin nous parvenaient le bruit d'explosions, de cris de joie, un flux ininterrompu de gens s'écoulait dans cette direction, certain n'avaient qu'un manteau jeté sur leur pyjama.

Berlin Est, 9 novembre [52]

10 NOVEMBRE

– À Berlin Ouest, grande manifestation de solidarité à l'Allemagne de l'Est avec la participation des plus hauts représentants du gouvernement de la RFA.

– Des pique-niques de bienvenue s'organisent spontanément dans les villes frontières de l'Allemagne de l'Ouest.

Mieczysław F. Rakowski, premier secrétaire du parti (PZPR) :

Une grande excitation s'est emparée des allemands. Hier la RDA a ouvert ses frontières avec Berlin Ouest et la RFA. [...] La contamination « pérestroïkienne » a finit par toucher la RDA. Lors d'un de mes précédents entretiens avec [le secrétaire général du SED Egon] Krenz, je lui avais demandé s'il pouvait s'imaginer la scène suivante : une manifestation de cent mille personnes arrive au pied du mur et commence à le démonter. Qu'est-ce que vous feriez ? Vous tirez ? Krenz avait répondu que c'était une bonne question, et que, oui, il pouvait s'imaginer une telle scène...

Varsovie, 10 novembre [40]

10 NOVEMBRE

– **URSS.** Manifestation de quelques milliers de personnes à Kichinev revendiquant la démocratisation et l'indépendance de la Moldavie. La milice soviétique attaque brutalement les manifestants armés de matraques, de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Les émeutes durent jusque tard dans la nuit. Les médias dénoncent des centaines de blessés.

10 NOVEMBRE

– **BULGARIE.** Todor Živkov est forcé de démissionner du poste de premier secrétaire du parti communiste bulgare. Son remplaçant Petyr Mladenov restera des années ministre des affaires étrangères. La mise en place d'un système pluraliste et d'une économie de marché sont évoqués lors d'une session du bureau politique du parti.



Berlin Est, 10 novembre. Après la chute du mur de Berlin. Derrière les gardiens, le *no man's land* dont la traversée, il n'y a pas encore si longtemps s'effectuait au risque d'y perdre la vie. Photo Robert Wallis / Corbis / FotoChannels

13 NOVEMBRE

– Le gouvernement de la RDA donne l'ordre de liquider tous les obstacles le long du mur de Berlin. Hans Modrow est nommé premier ministre du nouveau gouvernement. Il exprime sa volonté de réunir les deux Allemagnes au sein d'une même communauté.

– Nouvelle vague de manifestations de masse en Allemagne de l'Est : les foules investissent les rues de Leipzig, Dresne, Karl Marx Stadt, Cobourg, Magdebourg. Les slogans des manifestants sont de plus en plus hardis : « Nous sommes un seul peuple ».

15 NOVEMBRE

– **USA.** Discours de Lech Wałęsa devant le congrès américain, pendant lequel il souligne plusieurs fois l'importance des transformations en cours en Europe de l'Est : « La lutte polonaise pour la reconnaissance de droits humains, cette lutte sans recours à la violence, l'entêtement avec laquelle elle a été menée, ouvrant la voie du pluralisme et de la démocratie, constituent autant d'indices pour les personnes, comme pour

les nations, sur la manière de désamorcer les risques les plus importants. S'il y a aujourd'hui quelque chose qui menace la stabilité de l'Europe, ce n'est pas la Pologne. La voie empruntée par les polonais pour des réformes radicales et pacifiques, négociées par tous les camps impliqués, a permis d'éviter d'importantes prises de risque, et, à ce titre, est exemplaire pour de nombreuses autres régions ».



Berlin, 10 novembre. Manifestants sur le mur de Berlin. Photo Jerzy Patan / KARTA





STELLA + BANDNA 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00

OH KÆRGE KAGGL

RAIT

Notre révolution a été l'une des dernières, mais elle a été aussi la plus rapide et dans un certain sens la plus radicale : nous n'avons eu aucun interlude sous la forme d'une quelconque pérestroïka ou de réformation du communisme, mais au contraire, en quelques jours nous avons commencé à bâtir une société démocratique. La Tchécoslovaquie a été aussi le premier pays à se doter d'un chef de l'état authentiquement non-communiste qui de plus, encore quelques jours auparavant, était l'un des principaux dissidents, « une star dans le théâtre de l'opposition ».

Václav Havel, extrait du livre *Tylko krótko, proszę*, éd. Kraków, 2007

T
C
H
É
C
O
S
L
O
V
A
Q
U
I
E



Prague, novembre. Manifestation de partisans des réformes démocratiques.

Photo Fausto Giaccone / Anzenberger/FORUM

Lt. Jiří Bytčánek, chef des services de sécurité de Prague :

On avait mobilisé pour la manifestation vingt et un hommes munis de radio-émetteurs et sept fourgonnettes faisant office de stations-relais. [...] La partie officielle de la manifestation en tête du cortège, comme plus loin derrière le reste du défilé, composé d'étudiants et autres manifestants, n'avaient rien de commun avec une commémoration en l'honneur de Jan Opletal. On entendait crier des slogans antisocialistes et antisociaux. Un premier blocage aux environs du jardin botanique a obligé les manifestants à emprunter la rive Frédérique Engels et ils continuèrent en direction du Théâtre National. C'est à ce moment que m'a appelé Miroslav Štěpán [secrétaire du conseil municipal communiste de Prague] : « Jiri, ce n'est plus à des étudiants que tu as à faire. Il faut rétablir l'ordre ».

Prague, 17 novembre [41]

17 NOVEMBRE

– À Prague les milieux académiques organisent une manifestation légale à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Jan Opletal, assassiné lors d'une manifestation antihitlérienne. Le défilé en direction de la place Waclaw d'environ quinze mille personnes, principalement des étudiants, est bloqué par la milice qui disperse brutalement la foule en faisant usage de matraques et de gaz lacrymogènes.

18 NOVEMBRE

– À la suite de la manifestation de Prague, les étudiants annoncent une action d'occupation de l'université. Ils sont rejoints dans la soirée par les acteurs des théâtres pragois. La rumeur court que l'étudiant Martin Šmíd a été tué par la milice.



Radoj Ralin, écrivain indépendant bulgare, lors d'un rassemblement :

Le 10 novembre [jour de la démission de Todor Žiwkow] a été celui d'une nouvelle libération de la Bulgarie. Espérons que ce jour ne reste pas uniquement associé à un acte héroïque ou romantique... Nous sommes un peuple perpétuellement nourri de mensonges mais nous

n'avons plus de place pour de nouvelles illusions. C'est pourquoi notre première mission doit être celle de l'organisation d'élections libres dans un esprit d'un pluralisme politique. [...] Les partis doivent se former non pour s'accaparer le pouvoir mais au nom du progrès social et de de la vie spirituelle des individus. C'est un droit inaliénable.

Sofia, 18 novembre [17]

Petr Pospíchal, opposant tchèque :

Je suis arrivé dans l'appartement de Petr Uhl au moment où ils étaient en train d'écouter une cassette de l'enregistrement d'une femme qui affirmait que l'un de ses amis proches avait été tué pendant la manifestation. Nous avons réécouté plusieurs fois l'enregistrement, et nous en sommes arrivés à la conclusion que la situation était délicate : nous ne pouvions

ni publier, ni ne pas publier. Dans un souci de responsabilité et d'éthique professionnelle (nous opérons depuis longtemps déjà en tant qu'Agence d'Information de l'Europe de l'Est) nous avons décidé avec Petr d'assortir la publication d'un commentaire : « Une femme ne nous ayant pas révélé son identité nous a transmise une information selon laquelle... ». Cette information, qui s'est avérée fausse, a eu pour effet de beaucoup radicaliser les esprits : elle a mis le feu aux poudres de la révolution. Cela faisait partie du jeu des services de sécurité intérieure, mais personne n'a compris quels objectifs ils poursuivaient ainsi.

Prague, 18 novembre [39]



Prague, 17 novembre. Blocage d'une manifestation étudiante rue Nationale. Photo Radovan Boček



Symbole de la Charte 77 dessiné sur un mur

18 NOVEMBRE

– **BULGARIE.** Premier rassemblement organisé par l'opposition devant la cathédrale Alexandre Nevski à Sofia. Cent mille manifestants revendiquent des réformes démocratiques, la libération des prisonniers politiques, la tenue d'élections libres, la liberté d'expression et le jugement de Todor Žiwkow.



V
K
C
JIL

ESTE DNES
K
SDS

NALAN

W
LIVIA

SRON
1989

Prague, novembre. Manifestation
place Wacław. Photo Ota Népily





Prague, 19 novembre. Manifestation de solidarité avec les étudiants réprimés rue Nationale. Photo Peter Turnley / CORBIS/Fotochannels

Tomáš Hradílek, Dana Němcová, Saša Vondra, portes-paroles de la Charte 77, dans une Déclaration sur l'état du pays :

Alors que presque tous les pays de l'Europe de l'Est sont engagés sur une voie pacifique de réformes démocratiques, les dirigeants du parti tchécoslovaque et du gouvernement déchainent une guerre contre leurs citoyens qui demandent seulement à imiter ce qui se passe dans les pays voisins. [...] Nous considérons que les responsables des répressions brutales à l'encontre de leurs propres citoyens doivent absolument démissionner des structures du parti et du gouvernement.

Prague, 19 novembre [5]

19 NOVEMBRE

– Toute la journée durant sur la rue Nationale à Prague des gens déposent des gerbes de fleurs et allument des cierges à la mémoire de l'étudiant prétendument tué pendant la manifestation du 17 novembre. Les services de sécurité n'interviennent pas.

Les opposants tchèques réunis au Club Dramatique fondent l'association du Forum Citoyen sous la direction de Václav Havel qui se pose comme objectif la mise en place de réformes devant conduire à une démocratisation de l'Etat.

20 NOVEMBRE

– **BULGARIE.** Déclaration du bureau politique du parti jugeant la majorité des revendications présentées par les partisans des réformes démocratiques inacceptables. La direction du parti appelle la société « à garder le calme nécessaire à la mise en place d'un processus de réformes de l'état ».

21 NOVEMBRE

– **RDA.** Les manifestations des partisans d'une tenue urgente d'élections libres continuent sans interruption. L'une d'elles, à Berlin Est devant l'ambassade de Tchécoslovaquie, proteste contre les répressions brutales de la milice à l'encontre des étudiants le 17 novembre.

20 NOVEMBRE

– Les dissidents slovaques fondent l’association de la Société Contre la Violence. Elle se propose au moyen d’actions pacifiques de mener à la suppression de l’amendement de la constitution affirmant le rôle dirigeant du parti ainsi que de militer pour la tenue le plus rapidement possible d’élections libres.

21 NOVEMBRE

– Manifestation de deux cent mille personnes sur la place Waclaw de Prague. Vaclav Havel s’adresse à la foule du balcon du bâtiment abritant les éditions Melantrich. Après ce discours, Marta Kubišová chante la *Prière pour Marta*, une chanson interdite depuis 1968. Le rassemblement se termine par l’entonnement à l’unisson de l’hymne national tchèque.

22 NOVEMBRE

– Les universités et certaines des écoles secondaires sont en grève dans toute la Tchécoslovaquie. Le premier ministre Ladislav Adamec déclare que les forces armées ne seront pas engagées contre les manifestations des opposants.

– Manifestation de quatre-vingt mille personnes à Bratislava. Au cours de ce rassemblement place du Soulèvement National Slovaque, des étudiants, des acteurs et les représentants de l’organisation indépendante « Société Contre la Violence », prennent la parole. Tous condamnent la politique des communistes au pouvoir et revendiquent la mise en place de réformes démocratiques.

Extrait de la déclaration des acteurs du Théâtre National Slovaque lu par Magda Vašáryova lors de la manifestation :

L’un des principaux devoirs de chaque être humain est de protéger la vie, y compris la sienne propre. Si derrière ce mot nous avons à l’esprit une vie dans la dignité, nourrie des valeurs humanistes – au service du bien, de la justice et de la vérité – essayons alors de réaliser ce but tous ensemble, dans le respect de la liberté de nos choix, dans un esprit d’honnêteté et de tolérance. Sans haine ni colère, mais au contraire, animés de l’amour du prochain et d’un respect de la nature à laquelle nous appartenons. [...] Une table rase et un tableau noir vierge, voilà de quoi nous avons besoin pour un début rapide, exempt de tout compromis immoral. [...] La vérité ne peut se déployer que dans un espace de liberté intellectuelle. Faisons ensemble de cet espace notre patrie, la république de citoyens égaux.

Bratislava, 22 novembre [23]



Prague, 22 novembre. Place Waclaw. Photo Karel Cudlin

22 NOVEMBRE

– **RDA.** Accord entre l’opposition et le parti communiste sur la tenue d’une Table Ronde allemande. Le premier ministre Hans Modrow déclare que les transformations politiques et sociales en cours dans la RDA sont irréversibles.

24 NOVEMBRE

– **ROUMANIE.** Nicolae Ceaușescu est reconduit dans ses fonctions de premier secrétaire du parti communiste roumain. Le vote des membres du comité central est unanime.

**Extrait du journal de J.J.K. Nebeský,
élève de seconde :**

À 16h50 je suis allé sur la place et j'ai pris part à la manifestation. [...] C'était fantastique, d'abord il y a eu la lecture d'une résolution des étudiants, puis nous sommes allés à l'église (nous devions être 400 ou 500 personnes) où le prêtre a lu une lettre ouverte du cardinal Tomáška. Après nous sommes sortis écouter la lecture de la déclaration de 300 travailleurs de Sigma Hranice. À la fin nous avons scandé : « Hranice, réveille-toi ! » et « Des bonnes fêtes sont des fêtes libres ! ». C'était très beau, nous avons chanté l'hymne tchécoslovaque au début et aussi à la fin de la manifestation. On allumait aussi des cierges. Ça a été ma première manifestation et cela m'a beaucoup impressionné. J'avais pu au moins faire quelque chose pour manifester mes opinions. [...]

Hranice, 23 novembre [45]

Jiří Dienstbier, opposant tchèque :

Le glacier au cœur de l'Europe est en train de fondre. En fait il a déjà fondu, seuls quelques restes surnagent encore dans nos eaux, et nous n'abandonnerons pas tant qu'ils n'auront pas totalement disparus. [...] Il n'y a encore pas si longtemps l'idée de supprimer les structures d'un pouvoir malade nous semblait presque impossible, mais cette tâche s'est avérée bien plus facile que celle qui nous attend maintenant. La révolution de velours, comme certains l'appellent déjà, est malgré tout parvenue à établir les fondations solides d'une construction à venir.

Prague, 24 novembre [28]



Prague, novembre. Manifestants auprès de la statue de Waclaw.

Photo David Turnley / CORBIS/Fotochannels

23 NOVEMBRE

– Pour la première fois la télévision tchécoslovaque diffuse de courts extraits de manifestations et de discours des participants. Des manifestations ont également lieu dans les villes de moindre importance.

24 NOVEMBRE

– Début de la session plénière du comité central du parti communiste tchèque. Au cours des débats, 15 des 24 membres du présidium et du secrétariat déposent leur démission. Des milliers de personnes occupent sans trêve les rues de la capitale. Les manifestants font sonner dans leurs mains des clés et des clochettes tout en appelant à la démission du gouvernement.

24 NOVEMBRE

– **RDA.** Le mouvement d'opposition est-allemand, « Rupture Démocratique », revendique la tenue d'élections libres dans un délai maximum d'un an. Le pouvoir communiste propose de repousser l'échéance à deux ans.

26 NOVEMBRE

– **HONGRIE.** Un référendum national décide que les élections parlementaires seront suivies d'élections présidentielles.

26 NOVEMBRE

– Début des discussions entre l'opposition et le gouvernement lors de rencontres entre une délégation du Forum Citoyen avec les représentants du comité central du parti. La première revendication du Forum est celle d'une libération de 18 prisonniers, arrêtés au cours de la manifestation du 17 novembre. En soirée le Forum organise à Prague une manifestation de cinq cent mille personnes au cours de laquelle elle résume les postulats qu'elle a présenté au gouvernement.

– À Brno les manifestants forment une chaîne humaine allant jusqu'à la prison de Bohunice dans la banlieue de la ville.

27 NOVEMBRE

– Déclaration d'une grève générale dans toute la Tchécoslovaquie. Les usines, les écoles, l'administration suspendent leur travail. Des foules entières descendent dans les rues des villes et des villages. Le Forum Citoyen fait la présentation de son programme.



Brno, 26 novembre. Chaîne de solidarité avec les prisonniers politiques. Photo Ota Nephilý

29 NOVEMBRE

– **POLOGNE.** Une démonstration de quelques centaines de personnes issues du Mouvement pour une Société Alternative, de l'Alternative Orange et de la Fédération de la Jeunesse en Lutte se manifeste par des jets de pierre et de cocktails Molotov sur le monument de Lénine. Dans l'émeute qui s'ensuit la milice fait usage de matraques et de gaz lacrymogènes.

Grzegorz Hajdarowicz, l'un des participants à la démonstration :

Notre politique était surtout une politique de la rue. [...] La propagande nous qualifiait de « morveux irresponsables », on nous accusait de terrorisme, mais pour nous, notre seul moyen d'exprimer notre opposition au régime était de manifester et de se battre avec la milice. [6]

Que voulons-nous ?, appel du Forum Citoyen :

Notre pays traverse une profonde crise morale, spirituelle, écologique, sociale, économique et politique. Cette crise est le témoignage de l'incapacité de l'actuel système politique et économique en vigueur. [...] La République tchèque doit devenir un état de droit démocratique. C'est dans cet esprit qu'il faut travailler à une nouvelle constitution, harmoniser petit à petit tout le système législatif aux principes de cette constitution, et garantir son application non seulement aux citoyens mais aussi au gouvernement.

Prague, 27 novembre [3]

28 DÉCEMBRE

– Les représentants du Forum Citoyen conviennent avec le gouvernement de Ladislav Adamec d'un nouveau cabinet tchécoslovaque de « coalition élargie », qui sera présenté jusqu'au 3 décembre.

29 DÉCEMBRE

– Le parlement fédéral confirme les réformes de la constitution tchèque : y est supprimé l'article affirmant le rôle dirigeant du parti et de l'idéologie marxiste-léniniste.



Prague, 28 novembre. Fin des négociations entre les camps du gouvernement et celui de l'opposition. Photo Miroslav Zajic / CORBIS/Fotochannels

Extrait d'une interview de Hans Modrow, premier ministre de la RDA, pour le journal « Der Spiegel » :

Nous devons rester réalistes dans nos discussions sur l'idée d'une confédération. [...] Comment s'articulent une nation et deux Etats ? Est-ce que l'on a affaire à deux nations, ou bien à une seule nation et deux Etats ? Nous avons d'abord besoin de

fondations adaptées à la construction à venir. Nous devons prendre en considération que L'Europe et le monde nous observent, vous avez des voisins, des alliés, nous de même. Pareillement, chacun de nos Etats doit s'assurer la confiance de ses alliés dans l'accomplissement de nos projets.

Berlin, 4 décembre [22]



Prague, 4 décembre. Manifestant tenant un buste de Staline auquel pend une pancarte portant l'inscription : « Rien n'est éternel ». Photo Dusan Vranic / Associated Press / East News

3 DÉCEMBRE

– Les étudiants protestent contre la composition du nouveau cabinet en exigeant des réformes plus larges. Le président de la Tchécoslovaquie révoque un certain nombre des membres du gouvernement.

4 DÉCEMBRE

– À l'appel du Forum Citoyen, manifestation de quelques milliers de personnes sur la place Waclaw à Prague. Les participants manifestent leur mécontentement à l'égard du nouveau gouvernement et revendiquent la liquidation du corps de la milice populaire.

Jiří Dienstbier, opposant tchèque :

Les gens se sont révoltés et se sont mis à exiger des changements radicaux lorsque le premier ministre de la fédération a présenté son gouvernement de « réformateurs ». Je me souviens que ce soir-là je suis allé du [théâtre] Laterna à la chaufferie pour qu'à 22h, après le changement d'équipe, les ouvriers aient de l'eau chaude afin de pouvoir se laver. Je suis revenu après minuit au « Laterna » où j'ai trouvé quelques personnes, Havel, Pithart, Jičinský et d'autres, en train de discuter. On se demandait qui devrait être au gouvernement, et quelqu'un a soudain eu l'idée que je pourrais être ministre des affaires étrangères. [...] Nous étions loin de penser qu'ils pourraient accepter ma candidature, ou bien encore celle de Čarnogurski libéré de prison quelques jours auparavant. [18]



Affiche du Forum Citoyen : « Nous voulons notre retour dans l'Europe ». Coll. privée Filip Blažek

3 DÉCEMBRE

– **RDA.** Démission du bureau politique du Parti Socialiste Unifié Allemand. Des milliers de citoyens allemands forment une chaîne humaine en symbole de leur aspiration à des réformes démocratiques, et à la réunion des deux Allemagnes.

7 DÉCEMBRE

– **RDA.** Début des négociations de la Table Ronde allemande au château de Schönhausen à Berlin. On y décide de voter une nouvelle constitution, de mener des élections libres, et de liquider la Stasi, la police politique.
– **URSS.** Le Soviet Suprême de la République Socialiste Lituanienne supprime l'article du rôle dirigeant du parti communiste de la constitution.

B U L G A R I E

« Solidarność » fut non seulement un exemple et un modèle de lutte politique contre le communisme, mais également un maillon décisif dans une chaîne d'événements de portée mondiale. Elle fut le modèle de la « révolution de velours » en Europe Centrale et de l'Est.

Extrait d'une intervention de **Željko Želew** à la conférence
De Solidarność à la liberté, Varsovie, 30 août 2005



Sofia, 14 décembre. Manifestations des partisans de réformes démocratiques. Photo Klaus Titzer / Anzenberger/FORUM



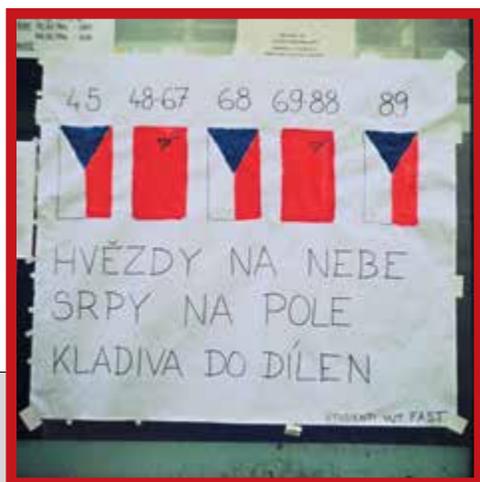
Sofia, 6 décembre. Manifestation en faveur d'une réhabilitation de la liberté de culte.

Photo Fausto Giaccone / Anzenberger/FORUM

Extrait du préambule de l'Union des Forces Démocratiques :

L'Union est une plate-forme démocratique coordonnant l'action des groupes d'opposition dans leur lutte pour la démocratie. Elle tient pour principaux objectifs l'instauration d'une société citoyenne, d'un pluralisme politique, d'un système multipartiste, d'un gouvernement de droit et d'une économie de marché.

Sofia, 7 décembre [17]



Prague, décembre. Affiche portant l'inscription : « Les étoiles aux cieux, les serpes aux champs, les marteaux aux usines ». Photo Dominik Księski / KARTA

8 DÉCEMBRE

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** Le représentant des communistes Slowak Marián Čalfa, qui a intégré les rangs de l'association Société Contre la Violence, est nommé aux fonctions de premier ministre. Le nouveau gouvernement de « pacte national » accueille au total plus d'une dizaine de représentants de l'opposition.

6 DÉCEMBRE

– Manifestation de quelques milliers de personnes en faveur d'un rétablissement de la liberté de culte. Les manifestants remettent une pétition revendiquant la séparation de l'église orthodoxe d'avec le système administratif de l'Etat.

7 DÉCEMBRE

– 13 groupes d'opposition créent à Sofia l'Union des Forces Démocratiques sous la direction de Želju Želew.

Le courant protestataire, issu du Comité de Défense des Droits Religieux, se renforce. Les manifestants font état de nouvelles revendications, parmi elles la conduite d'élections libres.



Sofia, 10 décembre. Manifestation des partisans des réformes. L'inscription accompagnant la reproduction de Staline dit : « 65 ans plus tard il est reconnu pour ce qu'il fut ». Photo Klaus Titzer / Anzenberger/FORUM

8 DÉCEMBRE

– Le comité central du parti communiste bulgare en session plénière exclut de ses structures Todor Žiwkow et 26 autres membres. Les réformateurs regroupés autour de Petyr Mladenow comptent de cette façon se maintenir au pouvoir face à la progression du mécontentement social.

10 DÉCEMBRE

– Rassemblement à Sofia de cent mille personnes sur l'appel de l'Union des Forces Démocratiques. Les manifestants revendiquent la tenue d'une Table Ronde bulgare, la démocratisation de l'état et la mise en place d'élections libres.

Extrait de la lecture faite par Georg Spasow de l'appel *Oui au changement* adressé à la nation bulgare par l'Union des Forces Démocratiques :

La profonde crise politique, économique, sociale et spirituelle dans laquelle le pays se trouve engagé, exige des réformes radicales aptes à accélérer, élargir et approfondir le processus de démocratisation du pays. L'accomplissement de ces réformes est directement mis à la condition d'un changement en bloc du personnel à tous les niveaux de la structure du parti et aux hauts postes de l'Etat, ajoutant la condition d'une suppression des articles de la constitution et d'autres textes de lois garantissant un rôle privilégié au parti communiste bulgare (BPK). [...] Une démocratisation au sein du BPK est cruciale pour la démocratisation du pays.

Sofia, 10 décembre [46]

10 DÉCEMBRE

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** Dernière grande manifestation de l'année 1989 à Prague à l'appel du Forum Citoyen.

Le président communiste Gustáv Husák démissionne après la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement.

– À Bratislava cent cinquante mille personnes participent à une Marche de l'Entente jusqu'à la ville de Hainbourg de l'autre côté du Danube.

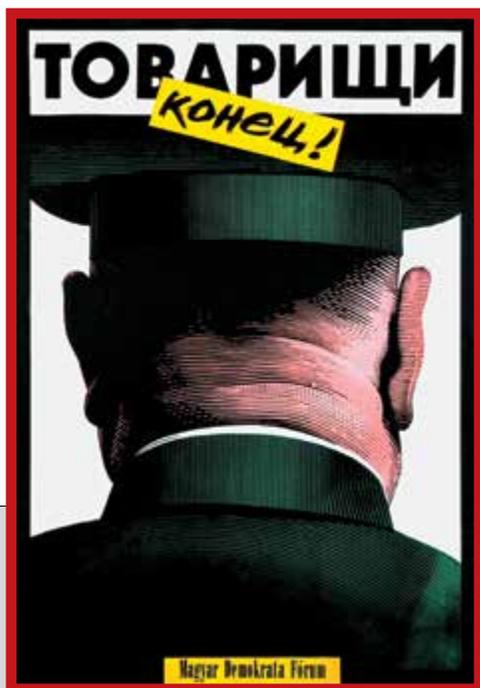




Sofia, décembre. Démonstration pour un retour à la liberté d'expression. Photo Nadežda Czipewa



Sofia, décembre. Manifestation de l'opposition devant le siège du Parlement. Photo Oleg Popov / Reuters/FORUM



István Orosz « Camarades, c'est la fin ! », *Koniec, towarzysze!* Coll. privée de l'auteur

11 DÉCEMBRE

– Le comité central du parti communiste bulgare, réuni en session plénière, supprime l'article de la constitution sur le rôle dirigeant du parti. Todor Žiwkow est évincé du parti.

12 DÉCEMBRE

– Nouvelle manifestation pacifique à Sofia en faveur d'une transformation démocratique. Dans un silence complet, quelques dizaines de milliers de personnes allument des cierges devant le siège du comité central du parti communiste bulgare.

12 DÉCEMBRE

– **HONGRIE.** Début des négociations du nouveau gouvernement avec les représentants de l'URSS sur le retrait du pays des troupes soviétiques. Le premier contingent à quitter le territoire doit compter dix mille hommes sur les soixante mille stationnant en Hongrie.

13 DÉCEMBRE

– À Sofia, le parti communiste bulgare organise le rassemblement de cent mille partisans déclarant leur soutien entier à la nouvelle équipe dirigeante du parti.

14 DÉCEMBRE

– Rencontre du premier ministre Georgi Atanasow et du premier secrétaire du parti communiste bulgare Andrej Łukanow avec les représentants de l'Union des Forces Démocratique – Żeliu Żelew et Georgi Spasow. Dans l'après-midi à Sofia, environ cinquante mille étudiants forment une chaîne humaine autour du siège du Parlement en acte de revendication d'un statut autonome pour les universités. Au cours de son intervention pendant la manifestation, le nouveau dirigeant des communistes Petyr Mładenow déclare : « Mieux vaudrait mobiliser les chars ». Ces mots l'obligeront plus tard à démissionner.

15 DÉCEMBRE

– La télévision bulgare diffuse un reportage tendancieux et maintenu dans une tonalité de propagande sur les événements de Sofia, ce qui a pour effet de déclencher une manifestation de protestation aboutissant au siège des bâtiments de la télévision. Vingt mille personnes environ exigent un démenti des informations présentées dans le reportage. La manifestation, ne prend fin que le lendemain une fois la revendication satisfaite. Les prisonniers politiques sont amnistiés par le gouvernement bulgare.

– Le pays connaît de nombreuses manifestations pro-démocratiques dans les jours suivants.



Sofia, 13 décembre. Rassemblement des partisans du parti communiste. Photo Nadezda Czipewa

Intervention de Petko Simeonow, leader de l'Union des Forces Démocratiques, au cours d'un programme télévisé :

Il est infondé de parler d'extrémisme lorsque des foules de milliers de personnes exigent la démission des chefs du gouvernement, la dissolution du Parlement, la résignation du parti de son rôle dirigeant, et son exclusion des établissements de travail. Il ne s'agit que de la preuve d'une perte de confiance de la société vis-à-vis d'un pouvoir, qui est à l'origine de la profonde crise sociale et économique qui secoue le pays.

Sofia, 16 décembre [12]

13 DÉCEMBRE

– **POLOGNE.** Nombreuses manifestations dans tout le pays à l'occasion du huitième anniversaire de la déclaration de l'état de siège. Les manifestants exigent la destitution du général Wojciech Jaruzelski du poste de président et sa mise en comparution devant la justice. La milice intervient en de nombreux endroits. Quelques dizaines de personnes sont brutalement molestées et arrêtées.

16 DÉCEMBRE

– **RDA.** Congrès du Parti Socialiste Allemand Unifié à Berlin. Contraint à un assignement à résidence, Erich Honecker adresse une lettre autocritique. Les participants au Congrès reçoivent également une lettre de Moscou dans laquelle les dirigeants du parti déclarent : « Nous, communistes soviétiques, avons déjà fait l'expérience, à notre corps défendant, que la vie ne se bisse pas enfermer dans des dogmes ».

R O U M A N I E

Nous avons montré au monde que nous pouvions – au prix du plus grand sacrifice, celui du sang versé – nous libérer du cauchemar. La révolution et la mort de Ceaușescu, en dépit des mers de sang qu’elles ont déversées, sont un don merveilleux fait au peuple roumain. Si l’on prend en compte l’énormité des pertes et des crimes perpétrés sur l’instigation des Ceaușescu, je considère que la sentence a été justifiée. Je l’affirme en tant que citoyen roumain. Ma position sur cette question est aujourd’hui sans appel.

Extrait d’une conversation de **Ion Teșu**, ambassadeur « affilié » au régime roumain, avec Urszula Bielous, fin décembre 1989 (« Polityka » nr 1/1990)



Bucarest, 22 décembre. Affrontements.

Photo Jose Nicolas / CORBIS/Fotochannels

László Tőkés, pasteur hongrois de l'Église Réformée, paroisse de Timisoara :

Le secrétaire et le maire se sont montrés cinq fois. Le nombre de manifestants avait décuplé, ceux-ci exigeaient la promesse écrite que Tőkés ne serait pas transféré, tout en les injuriant tous les deux – surtout le secrétaire – avec des noms que je n'oserai pas répéter ici. À 15h [le maire Petru] Moş a convié une délégation à la mairie, soit disant pour leur remettre la promesse en question. Non seulement ils sont ressortis les mains vides, mais ils ont reçu un ultimatum jusqu'à 17h pour disperser la manifestation, sans quoi les canons à eau entreraient en action. J'ai conseillé aux gens de rentrer chez soi.

Les roumains qui affluaient alimentant une foule grandissante scandaient des slogans sans rapport avec ma personne ou bien avec l'Église Réformée. [...] Quand je suis apparu à la fenêtre vers 20h, ils ont chanté l'hymne national Hora Unirii : un chant de 5000 personnes ! Cela m'a réchauffé le cœur, comme s'il s'était agi de l'hymne hongrois. Je continuais de répéter : « Rentrez chez vous », ils répondaient : « On t'aime, on se rendra pas »... Ils criaient : « À bas la dictature de Ceauşescu », « Liberté », « Du pain »... [...] J'ai eu une prémonition, je savais ce qu'il se passait et ce qui allait se passer – 5000 personnes en centre-ville sont capables de tout. Timisoara, 16 décembre [47]



Timisoara, décembre. Affiche sauvage présentant une caricature de Nicolae Ceauşescu.
Photo Owen Franken / CORBIS/Fotochannels

16 DÉCEMBRE

– À Timisoara, manifestations de masse en soutien à l'homme d'église László Tőkés que le pouvoir veut transférer dans une autre paroisse. Les habitants décrochent les portraits de Nicolae Ceauşescu et les symboles du pouvoir communiste, retirent des librairies les œuvres du *conducător* (chef) et les détruisent ostensiblement

17 DÉCEMBRE

– Manifestation à Timisoara devant le siège de la voïvodie et du comité du parti. Les unités de la Securitate (la police politique) tirent sur la foule désarmée. Quelques dizaines de personnes sont tuées, parmi elles des enfants.
– L'armée fait son entrée à Timisoara dans la soirée, des émeutes éclatent partout dans la ville. László Tőkés est arrêté et envoyé de force à Mineu.

18 DÉCEMBRE

– **RDA.** À Berlin la Table Ronde est-allemande fait part de sa volonté de créer une communauté fédérant les deux états allemands indépendants. On y décide également la composition du gouvernement provisoire qui doit assurer la conduite du pouvoir jusqu'aux élections libres prévues pour mai 1990.

19 DÉCEMBRE

– **RDA.** Pour la première fois de l'histoire, à Dresde, le chancelier de la RFA fait une intervention publique lors d'une manifestation se déroulant sur le territoire allemand de l'autre côté du rideau de fer. Helmut Kohl y exprime son soutien aux transformations démocratiques en cours en RDA. Sa rencontre avec le premier ministre de la RDA Hans Modrow se termine sur une déclaration commune d'efforts visant à la réunification des deux Allemagne.



Drapeau roumain troué d'où a été découpé l'emblème communiste.

Photo Peter Turnley / CORBIS/Fotochannels

18 DÉCEMBRE

- Rassemblement devant la cathédrale de Timisoara de personnes souhaitant rendre hommage aux victimes du massacre de dimanche. Les services de sécurité et l'armée coupent la ville du reste du monde. Pendant ce temps Nicolae Ceaușescu et sa femme se rendent en visite officielle en Iran. Une partie des forces armées sous le commandement du lieutenant Viorela Oancei se désengage de sa lutte avec la population civile et passe du côté des manifestants.
- La nouvelle des émeutes parvient aux autres villes. À Braszow s'organise une manifestation de soutien aux habitants de Timisoara. La milice intervient.

19 DÉCEMBRE

- Les affrontements à Timisoara entre la population civile et les fonctionnaires de la Securitate durent toute la journée. Une délégation des habitants engage le dialogue avec le premier ministre Constantin Dăscălescu. L'après-midi l'armée cesse ses attaques et se retirent dans les casernes. Le drapeau troué après y avoir découpé le symbole de la Roumanie communiste devient le symbole de la révolution.

20 DÉCEMBRE

- Des grèves massives éclatent dans les usines et les établissements de travail de Timisoara. Les soldats manifestent aux côtés des civils, et les contingents de la Securitate finissent par se retirer de la ville. La foule scande : « Nous n'avons pas peur de la mort ».

20 DÉCEMBRE

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** Congrès extraordinaire du parti communiste à Prague. Les participants votent une résolution dans laquelle ils demandent aux citoyens de leur pardonner les répressions, l'injustice, les conséquences de l'invasion des forces du pacte de Varsovie, les entraves à la liberté d'expression et l'utilisation qu'ils ont fait du pouvoir dans la poursuite de leurs propres intérêts.

Extrait de l'appel aux ex-membres du parti communiste tchèque dans les années 1968–69 :

En ces heures de renouveau que nous avons nous-mêmes initié, nous, délégués du congrès extraordinaire du parti communiste tchèque, et avec nous, tous les communistes de la base, nous vous demandons de nous pardonner le passé – si vous le pouvez.

Prague, 20 décembre [44]

21 DÉCEMBRE

– L'appel au rassemblement de Nicolae Ceaușescu pour condamner « les fauteurs de troubles de Timisoara » se transforme en manifestation contre le pouvoir communiste. Le chef de l'Etat se barricade au siège du comité central du parti communiste roumain. La milice intervient. Dans l'après-midi l'armée et des contingents de véhicules blindés investissent les rues de la capitale.

22 DÉCEMBRE

– Le gouvernement roumain déclare l'état d'urgence. Les combats engagés entre la partie de l'armée passée du côté de la rébellion et les forces de la Securitate continuent. Après une tentative de fuite avortée, le président Nicolae Ceaușescu et sa femme sont arrêtés par les soldats du général Victor Stănculescu et conduits en détention. La Securitate fait usage d'armes automatiques contre la population civile.

Les combats durent encore quelques jours dans les rues de la capitale roumaine. Le nombre de victimes s'élève à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le Front du Salut National prend les commandes du nouveau pouvoir.



Bucarest, 21 décembre. Discours de Nicolae Ceaușescu du balcon du siège du comité central du parti.
Photo Associated Press / East News



Bucarest, 22 décembre. Manifestants sur un camion.
Photo Agencja ROMPRES

21 DÉCEMBRE

– **HONGRIE.** L'Assemblée Nationale décide une autodissolution du parlement, prévue pour le 16 mars 1990 afin de rendre possible la conduite d'élections libres. À partir du nouvel an démarre, pour la première fois depuis la fin de la guerre, une véritable campagne électorale dans la course au parlement. Plus de cinquante partis y prendront part.

**Dorana Cosoveanu, conservateur
du Musée National, fondateur
de l'Alliance Citoyenne :**

L'enfer s'est déchaîné en soirée. De courtes séries d'armes automatiques éclataient les vitres, trouaient les murs, défonçaient des portes qui semblaient solides de leurs gonds. Pas de téléphone, pas de lumière. Il était difficile de se faire une idée d'où venaient les tirs, de dehors ou bien de l'intérieur, de l'armée ou de « terroristes »... Ce fut une nuit d'angoisse, on aurait dit que tout était sur le point de s'écrouler. À l'aube nous nous sommes répartis, quelques soldats et moi-même, en trois patrouilles et nous

avons fait le tour de la « Galerie européenne ». Une tragédie effroyable s'est offerte à nos yeux : les peintures de Rubens, Rembrandt, Jordaens, Breughel pendaient, criblées de balles, aux restes de cadres encore incandescents çà et là. Nous avons évacué les restes de ces merveilles du monde dans une fumée suffocante.

Quand nous avons voulu sauver un magnifique gobelin vert flamand du XVIème siècle, il s'est désintégré dans nos mains comme de la cendre. Pleurer ? Crier ? Se cacher ! Dehors le jour pointait. La canonnade reprenait.

Bucarest, 22 décembre [16]



Bucarest, 22 décembre. Affrontements dans les rues de la ville. Photo Radu Sigheti / Reuters/FORUM

24 DÉCEMBRE

– URSS. Le Congrès des Députés du Peuple dénonce le pacte Ribbentrop–Molotov et annule du même coup le cadre légal qui maintenait les républiques baltes dans l'orbite de l'URSS. Malgré cela le premier secrétaire général du parti Michael Gorbatchev déclare que les aspirations nationalistes des pays baltes sont susceptibles d'entraîner des actes de violence et de conduire à une déstabilisation de l'état.

Virgilijus Čepaitis, secrétaire du Sajudis :

Au début nous avions peur du mot indépendance. Plus maintenant. [...] Évidemment la question reste posée de ce qu'il pourrait se passer si les chars entraient en Lituanie. [...] Si les choses tournent mal, nous ne répondrons pas par la violence. Nous ferons comme les polonais : nous prendrons notre mal en patience. [42]





Bucarest, 22 décembre. Affrontements entre manifestants et unités de la Securitate. *Photo Fatih Saribas / Reuters/FORUM*

Extrait du jugement du Tribunal Militaire d'Exception :

Un génocide a été commis, et cela pas seulement à Timisoara et à Bucarest. Il s'agit de 25 ans de crimes pendant lesquels le peuple a été affamé, privé de chauffage et d'électricité. Mais avant tout c'est l'âme de ce peuple qui a été assassinée. [...] Combien de temps le peuple roumain a-t-il dû vous endurer dans la crainte qu'à tout moment on pouvait être arrêté, drogué et finir enfermé dans un asile de fous !

Târgoviște, 25 décembre [4]

25 DÉCEMBRE

– Le dictateur roumain Nicolae Ceaușescu et sa femme sont fusillés à Târgoviște en application de la sentence prononcée après un procès de quelques heures. Les forces rebelles reconnaissent le dictateur coupable de génocide, d'avoir mené le pays à la ruine économique, et d'appropriation de biens pour une valeur incommensurable. Les images de l'exécution du couple dictatorial font le tour du monde entier.



Bucarest, 25 décembre. La télévision diffuse l'exécution de Nicolae Ceaușescu. Photo Krzysztof Miller / Agencja Gazeta

26 DÉCEMBRE

– **BULGARIE.** L'Union Syndicale Indépendante « Podkrepa » organise à Sofia une manifestation de 24 heures revendiquant une démocratisation accélérée de la Bulgarie. Les syndicalistes exigent une démission immédiate du gouvernement, la dissolution du parlement et la mise en place d'élections libres.

27 DÉCEMBRE

– **BULGARIE.** Annonce officielle de la tenue d'une Table Ronde réunissant les communistes au pouvoirs et les représentants de l'opposition (les débats débiteront deux semaines plus tard). Dès le lendemain de nouveaux partis politiques apparaissent. Le gouvernement bulgare s'engage à respecter les droits de la minorité turque, touchée dans les années 80 par de nombreuses répressions.



Bucarest, 26 décembre. Manifestation dans le centre-ville.
 Photo Krzysztof Miller / Agencja Gazeta

26 DÉCEMBRE

– La fonction de président intérimaire de Roumanie est confiée à un haut fonctionnaire du parti communiste roumain, Ion Iliescu. Le Front du Salut National forme un gouvernement autour de Petre Roman (il sera officiellement confirmé dans ses fonctions trois jours plus tard). La plupart des ministères reviennent à d'anciens communistes. Une manifestation de protestation contre une telle composition du cabinet a lieu dans la capitale.

28 DÉCEMBRE

– Les combats à Bucarest avec les dernières poches de résistance de la Securitate prennent peu à peu fin. La plupart des unités, fidèles au régime, déposent les armes.

– **POLOGNE.** La Diète vote une loi-cadre sur les réformes économiques. « Cette loi-cadre – déclare le ministre des finances Leszek Balcerowicz – [...], revêt une importance déterminante [...]. Notre proposition est celle d'une économie basée sur les mécanismes de la loi du marché, sur le droit de propriété, une économie telle que la pratique les pays développés, une économie ouverte sur le monde avec des règles claires pour tous ».

28 DÉCEMBRE

– **TCHÉCOSLOVAQUIE.** Alexander Dubček est élu président de l'Assemblée Fédérale. Le lendemain Vaclav Havel est élu président. Dans son discours d'inauguration il souligne : « L'enjeu n'est plus celui d'un meilleur avenir pour la Tchécoslovaquie. [...] Il est plus que cela : il s'agit de tracer une voie qui sera celle d'un meilleur avenir pour nous, mais aussi pour toute l'Europe ».



Cracovie, 1990. L'aigle sans couronne de la République Populaire de Pologne démonté.

Photo Jerzy Szot / KARTA

P O L O G N E

Lech Wałęsa :

L'année 1989 qui s'achève est appelée par certains l'Automne des Peuples. En Pologne son accent officiel a coïncidé avec le passage de l'ancien au nouveau nom de l'Etat : de République Polonaise Populaire à République Polonaise (comme c'était le cas avant-guerre). De même l'aigle blanc, emblème de la République, s'est vu restituer sa couronne d'or. [53]

30 DÉCEMBRE

– **POLOGNE.** Le sénat approuve la novélisation de la constitution. L'usage de République Polonaise comme nouveau nom officiel de l'état entre en vigueur à minuit dans la nuit du 31 décembre au premier janvier. Le nouvel emblème est celui de l'aigle blanc à couronne d'or sur fond rouge. L'article instituant le rôle dirigeant du parti a été supprimé de la constitution. Par ailleurs la liberté d'association et de création de nouveaux partis politiques sont garantis.



Bucarest, décembre. Manifestation de victoire.
Photo Libertate Roumanie, 1989

30 DÉCEMBRE

– Déclaration du pasteur László Tókéš : « La peine qui a été prononcée contre le couple Ceaușescu était une sentence juste. Mais l'exposition de leurs corps à la télévision a été un acte indigne. Je ne ressens pas de haine à leurs égards. Dieu les pardonne ».

31 DÉCEMBRE

– Le Front du Salut National vote le décret autorisant l'enregistrement et le fonctionnement de partis politiques en Roumanie. Après 40 ans de dictature la scène politique connaît un essor rapide.

Ion Matei, chef du Parti de la Renaissance roumain nouvellement créé :

Nous avons plus d'électricité et de nourriture dans les magasins. Nous avons aussi la liberté d'expression. Malgré cela le pouvoir a conservé ses anciennes structures comme son ancien personnel. Ceux qui, il y a deux semaines encore, s'exprimaient au nom de Ceaușescu, et aujourd'hui ceux qui débattent sur la démocratie, sont trop nombreux. Rien ne pourra évoluer tant que cela n'aura pas changé.

Bucarest, décembre [13]

31 DÉCEMBRE

– **ALLEMAGNE.** Un demi-million de personnes acclament le nouvel an sous la porte de Brandebourg à Berlin. Dans leur célébration, ils en appellent à la réunification de l'Allemagne. D'après les chiffres officiels trois cent cinquante mille citoyens ont quitté la RDA en 1989.

2 D É C É N I E S A P R È S

Bartosz Kaliski

En poursuivant la réforme de l'URSS, Michael Gorbatchev en est devenu le fossoyeur. Lui avoir attribué les fonctions de président de l'URSS, en plus de compétences élargies, n'a pas enrayé l'implosion du système et la crise économique galopante. À partir du début de l'année 1990 les républiques de l'Union, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie en tête, déclaraient leur indépendance affirmant du même coup leur volonté de se libérer totalement de l'emprise de Moscou. On vit apparaître des conflits nationaux dans le Caucase aggravés par l'incapacité du gouvernement moscovite à réagir.

En janvier 1991 l'attaque sanglante des unités spéciales soviétiques sur les bâtiments gouvernementaux lituaniens à Vilnius ne réussit pas à retourner la situation – les républiques baltes recouvraient leur indépendance. L'incapacité décisionnelle de Gorbatchev fit le jeu de Boris Eltsine, un homme tournant délibérément le dos au passé, et depuis juin 1991 président de la Fédération Russe, la plus grande république de l'URSS. Au milieu de l'année 1991 s'opéra le démontage du pacte militaire de Varsovie, ainsi que celui du conseil d'assistance économique mutuelle, derniers outils de l'hégémonie soviétique. En décembre 1991 Boris Eltsine signe, avec les leaders favorables à l'indépendance de la Biélorussie et de l'Ukraine, l'acte de dissolution de l'URSS. Le territoire post-soviétique devient celui d'une structure beaucoup plus souple, la Communauté des Etats Indépendants.

L'effondrement du bloc soviétique a changé la situation politique et économique de l'Europe. Les chefs des douze Etats membres prirent la décision de réviser les traités fondateurs de la Communauté Européenne. Le 7 février 1992 les accords de Maastricht marquaient le passage de la Communauté à l'Union Européenne munie désormais d'une monnaie commune, d'une citoyenneté européenne, et d'une politique étrangère et de défense commune.

Des changements radicaux s'opérèrent en Pologne à partir de janvier 1990. Le Parti Polonais Unifié Ouvrier cessa son existence. Le camps « Solidarność » se divisa en plusieurs groupes rivalisant entre eux. L'épisode le plus marquant de cette rivalité fut la lutte opposant Tadeusz Mazowiecki à Lech Walesa lors des élections présidentielles au suffrage universel direct - élections gagnées par Walesa. L'économie polonaise fut soumise à un traitement de choc (connu sous le nom de « plan Balcerowicz ») qui fut à l'origine d'une montée du chômage et de la faillite de nombreuses entreprises trop peu rentables, mais qui permit, avant tout de libérer le potentiel entrepreneurial des citoyens et la mise en pratique d'une économie rationnelle.

En Bulgarie les négociations de la Table Ronde entre le gouvernement et les représentants de l'opposition commencèrent au début de l'année 1990. Le chef de l'état et du parti communiste Todor Zivkov fut condamné à 7 ans de prison pour abus de pouvoir et incitation à la haine sur fond de conflit à caractère ethnique (bulgarisation forcée de la minorité turque). Les élections libres furent remportées par les post-communistes qui acceptèrent cependant la nomination du philosophe dissident Jeliou Jelev au poste de président.

Le nouveau gouvernement d'une Roumanie toujours agitée comprenait toujours de nombreux anciens partisans de Ceaușescu, mais le pays prenait malgré tout la direction d'une démocratie parlementaire, et d'une économie de marché.

Le parti communiste de la RDA perdit le pouvoir aux élections libres de mars 1990. L'absence de veto de l'Union Soviétique permit de réaliser l'unification de l'Allemagne le 3 octobre 1990.

La majorité des archives de la Stasi ayant échappée à la destruction servit de base à une analyse détaillée et sévère du système communiste est-allemand. Bien que le procès d'Honecker n'ait pas abouti et que ce politique responsable de nombreux crimes en RDA parvint à fuir l'Europe, la rapidité et l'équité du règlement de compte d'avec l'héritage dictatorial de la SED s'imposa de façon exemplaire pour de nombreux autres pays de la région.

La conscience du caractère criminel du régime communiste se développa décidément plus lentement dans les sociétés des autres pays. En Hongrie le symbole du changement fut la nomination en 1990 de l'écrivain Árpád Göncz, condamné à l'époque à perpétuité par le régime de Kadar pour sa participation à la révolution de 1956, au poste de président. Il fut plus facile dans les pays de cette région de rendre honneur aux victimes du communisme que d'en juger les dirigeants. Jusqu'à aujourd'hui les crimes du régime communiste n'ont fait l'objet d'aucune décision de justice à une échelle internationale.

La Tchécoslovaquie devint en avril 1990 la Fédération des Républiques de Tchéquie et de Slovaquie. Ces pays furent l'objet d'un processus de dé-communisation des appareils de l'état et de l'administration (les fonctionnaires du parti communiste tchécoslovaque furent révoqués du pouvoir). Le 1 janvier 1993 le tout nouvel Etat fédéral disparaissait pour laisser la place aux républiques indépendantes de Tchéquie et de la Slovaquie. Vaclav Havel devenait le président tchèque.

Les régiments soviétiques quittèrent définitivement tous les pays nouvellement indépendants de l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est entre les années 1991 – 94 où ils stationnaient comme force d'occupation.

Les forces politiques dominantes dans les pays post-communistes s'accordèrent à considérer que leur objectif à long terme était celui de leur intégration politique et économique avec le monde de l'Ouest. Toutes, de façon plus ou moins radicale, tournèrent le dos à leur passé communiste. Les tensions ethniques entre la Hongrie, la Slovaquie et la Roumanie furent résorbées grâce à des accords bilatéraux. Après avoir traversé une période de catastrophe économique, cette région de l'Europe s'engagea sur la voie d'un essor économique.

L'année 1994 fut celle de la mise en œuvre du plan « partenariat pour la paix » mené en coopération avec les pays du pacte de l'OTAN, organisation que la propagande communiste tenait pour principal ennemi. Cinq ans plus tard, en mars 1999, la Tchéquie, la Pologne et la Hongrie devinrent des membres à part entière de l'OTAN dont elles soutinrent les interventions d'aide aux albanais du Kosovo. En 2004 l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est rejoint par la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Roumanie et la Slovaquie.

Le 1 janvier 2002 marqua l'entrée en vigueur de l'euro, la monnaie commune européenne, dans douze (des quinze) pays de l'Union Européenne. L'espace européen de liberté économique qui s'ouvrit alors était sans précédent.

Les trois républiques baltes, la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et la Hongrie intégrèrent l'Union Européenne le 1 mai 2004.

Les Etats qui, il y a encore deux décennies, étaient maintenus dans un marasme économique et civilisationnel destiné à servir les intérêts impérialistes de l'Union Soviétique, ont remportés une victoire historique en devenant à part entière les membres d'une Europe libre et unie, respectueuse des droits et des libertés de l'homme et des citoyens, des principes démocratiques et du droit des peuples à décider d'eux-mêmes.

B I B L I O G R A F I E

1. *Berlin Alexanderplatz*, CD nr 2, Random House-Deu 2005, trad. Piotr Głogowski.
2. Piotr Bielawski, Romuald Lazarowicz, *Dziwny rok 1989*, Janki 2000.
3. « Biuletyn Informacyjny. Pismo Solidarności Polsko-Czechosłowackiej » nr 16/1990.
4. Elżbieta Centkowska, *Jesień Ludów '89. Kalendarium wydarzeń*, Varsovie 1992.
5. *Charta 77. 1977–1989. Od moralni k demokracké revoluci*, red. V. Prečan, Bratislava 1990, trad. Piotr Głogowski.
6. « Gazeta Krakowska », 25 juillet 2005.
7. « Gazeta Polska », 13 mai 1989.
8. « Gazeta Wyborcza », 8 mai 1989.
9. « Gazeta Wyborcza », 15 juin 1989.
10. « Gazeta Wyborcza », 20 septembre 1989.
11. « Gazeta Wyborcza », 13 octobre 1989.
12. « Gazeta Wyborcza », 18 décembre 1989.
13. « Gazeta Wyborcza », 1–2 janvier 1990.
14. *Geremek opowiada, Żakowski pyta. Rok 1989*, Varsovie 1990.
15. Hans-Hermann Hertle, *Chronik des Mauerfalls*, Berlin 1997, trad. Xymena Dolińska.
16. *Inigma de szapte ani. Timișoara 1989–1996*, Biblioteca Sighet, t. 4, Bukareszt 1997, trad. Roman Wyborski.
17. *Istorija i civilizacija*, Sofija 2006, trad. Olga Gronowska.
18. *Jana Klusaková a Jiří Dienstbier rozmouvají*, Praha 1993, trad. Tomasz Grabiński i Andrzej Sławomir Jagodziński.
19. Martin Jankowski, *Der Tag, der Deutschland veränderte. 9 Oktober 1989*, Leipzig 2007, trad. Piotr Głogowski.
20. Wojciech Jaruzelski, *Przemówienia 1988*, Varsovie 1989.
21. Tomasz Jastrun, *Dziennik zewnętrzny*, « Kultura » Paris nr 10/1989.
22. *Jesień Ludów, cz. 1*, Zeszyty Dokumentacyjne PAP, Varsovie 1990.
23. *Keď sme brali do rúk budúcnosť*, Bratislava 1990, trad. Piotr Głogowski.
24. Helmut Kohl, *Pragnąłem jedności Niemiec*, Varsovie 1999.
25. *Komitet Obywatelski przy Przewodniczącym NSZZ « Solidarność » Lechu Wałęsie. Stenogramy posiedzeń 1987–1989*, Varsovie 2006.
26. *Koniec Epoki. Wywiady Maksymiliana Berezowskiego*, Varsovie 1991.
27. « Lidové noviny » nr 11, 1989, trad. Piotr Głogowski.
28. « Lidové noviny » nr 12, 1989, trad. Piotr Głogowski.
29. « Magyar Nemzet », 17 juin 1989, trad. Piotr Głogowski.
30. « Neues Deutschland », 6 juin 1989, trad. Piotr Głogowski.
31. « Nowa Koalicja » nr 8/1989.
32. Janusz Onyszkiewicz, *Ze szczytów do NATO*, Varsovie 1999.
33. « Opinia Białostocka. Pismo KPN. Obszar X Białystok », janvier 1989.
34. Alojzy Orszulik, *Czas Przełomu. Notatki z rozmów z władzami PRL w latach 1981–1989*, Varsovie 2006.
35. *Pamięć wyszehradzka*, « Karta » nr 37, 2003.
36. *Pokojowa rewolucja w NRD w prasie polskiej 1989–1990*, Berlin–Varsovie 2006.
37. « Polityka » nr 23/1989.
38. « Polityka » nr 35/1989.
39. Petr Pospíchal, *témoignage enregistré et retranscrit par Katarzynę Madoń-Mitzner en octobre 2002*.
40. Mieczysław Rakowski, *Dzienniki polityczne 1987–1990*, Varsovie 2006.
41. « Reflex » nr 46/2004, trad. Piotr Głogowski.
42. « ResPublica » nr 9–12/1989.
43. Anna Richter, *Ellenzéki Kerekasztal. Portrévázlatok*, Budapest 1990, trad. Wojciech Maziarski.
44. « Rudé Právo », 21 décembre 1989, trad. Piotr Głogowski.
45. *Sborník prací absolventů a současných studentů*, Hranice 1996, trad. Piotr Głogowski.
46. Georgi Spasow, *enregistrement du 11 décembre 1989 de Rumiana Uzunowa pour la Radio Wolna Europa*, trad. Olga Gronowska.
47. Titus Suciú, *Reportaj u inimá in gurá. Timisoara 16–22 décembre 1989*, 1990, trad. Roman Wyborski.
48. *Tajne dokumenty Biura Politycznego i Sekretariatu KC. Ostatni rok władzy 1988–1989*, sous la direction de Stanisław Petrzykowski, Londres 1994.
49. Teresa Torańska, *Byli*, Varsovie 2006.
50. « Tygodnik Powszechny » nr 39/1989.
51. « Tygodnik Solidarność », 2 juin 1989.
52. « Tygodnik Solidarność », 1 décembre 1989.
53. Lech Wałęsa, *Droga do wolności. 1985–1990*, Varsovie 1991.
54. Stefan Wolle, *Wspaniały świat dyktatury*, Varsovie 2003.
55. *Wybory '89 w Krakowie. Wspomnienia, relacje i dokumenty z kampanii wyborczej Małopolskiego Komitetu Obywatelskiego « Solidarność »*, Cracovie 1999.
56. *Wynegocjowany upadek komunizmu : polskie rozmowy Okrągłego Stołu, dziesięć lat później*, Université du Michigan, 7–10 avril 1999.
57. « Życie Warszawy », 7 février 1989.

KARTA – organisation non-gouvernementale d'intérêt public de documentation et de diffusion de l'histoire contemporaine de la Pologne, de l'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est. Les milieux affiliés à l'actuelle fondation KARTA ont commencé leur travail de publication en 1982, de documentation en 1987 et fonctionnent légalement depuis 1989. Ceux-ci coopèrent à un niveau international depuis 1992, remplissent une mission d'éducation depuis 1996. KARTA, est à l'origine en 2005 de la Maison des Rencontres avec l'Histoire à Varsovie. 

1989 connut une succession d'événements extrêmement intenses, comme si les aspirations à la liberté de l'Europe de l'Est avaient cherché à se réaliser exactement dans le cours de cette année. En janvier les signes avant-coureurs d'un bouleversement du système étaient encore plus que ténus. En décembre le statut d'Etat indépendant devenait une réalité pour la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Au cours de cette même période la perspective d'un changement de régime en RDA, en Bulgarie, en Roumanie ainsi que dans les républiques baltes de l'URSS était déjà parvenue à s'enraciner profondément. Le tableau qui se dessine est celui de sociétés engagées dans une véritable course de relais : une course dans laquelle le passage de témoin s'effectua en dépit de l'absence de toute concertation sur les dates et les modes opératoires de chacun des participants. Sitôt une lutte achevée dans un pays, celle-ci renaissait, pour ainsi dire dans la foulée, dans un autre. Les moments de paroxysmes nationaux constituèrent autant d'étapes de la course : le printemps revint aux Polonais, l'été aux Hongrois et à la « chaîne baltique », l'automne aux Allemands, aux Tchèques et aux Bulgares. En Roumanie la rupture commença à se faire sentir au cours des premiers jours d'hivers. ■